



**PRESS CLIPPING ON TDIP COMMITTEE WORKS - 18/05/2006 15:56 .....3**

**GENERAL EUROPE .....3**

AGENCE EUROPE: LA CIA AURAIT REÇU L'AVAIL DES ETATS EUROPEENS POUR EFFECTUER DES « RESTITUTIONS EXTRAORDINAIRES » - LES INVESTIGATIONS DU PE VONT SE POURSUIVRE.....	3
EU POLITIX: EU ACCUSED OF COMPLICITY IN CIA FLIGHTS .....	4
EUROPOTIQUE: ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LES ACTIVITÉS DE LA CIA : LES DÉPUTÉS POURSUIVENT LEUR TRAVAIL MALGRÉ LES DIFFICULTÉS .....	5
REUTERS: EUROPEANS KNEW OF CIA FLIGHTS - U.S. OFFICIALS .....	6
REUTERS: PROBES INTO CIA FLIGHTS "STONEWALLED" -UN OFFICIAL.....	6

**USA / AMERICA .....7**

VOICE OF AMERICA: EU INVESTIGATOR: CIA COVERTLY TRANSFERRED TERRORISM SUSPECTS .....	7
INTER PRESS SERVICE: RIGHTS: U.S. FIGHTS LEGAL REDRESS FOR CIA KIDNAPPING 'MISTAKE' .....	8
REUTERS LATINO: INVESTIGACIÓN VUELOS CIA ENFRENTA "OBSTÁCULOS": FUNCIONARIO ONU .....	10

**FRANCE / BELGIUM..... 11**

LE MONDE: " 30 A 50 PERSONNES " AURAIENT ETE ENLEVEES PAR LA CIA EN EUROPE, SELON LE PARLEMENT DE STRASBOURG .....	11
LIBÉRATION: SELON UN EURODEPUTE, LA CIA A TRANSFERE DE 30 A 50 PRISONNIERS .....	12
AFP: CIA: 30 A 50 TRANSFERTS ILLEGAUX DE PRISONNIERS, SELON UN EURODEPUTE .....	12
REUTERS FR: UE - LA CIA AURAIT AGI EN EUROPE AVEC L'ACCORD DES ETATS .....	13
BELGA: VOLS CIA: LES PAYS EUROPEENS ETAIENT AU COURANT (EURODEPUTES) .....	14
BELGA: CIA-COMMISSIE: BREPOELS KAPITTELT EU-LIDSTATEN.....	15
BELGA: CIA-COMMISSIE EP KRIJGT BEVESTIGING OVER UITZONDERLIJKE UITLEVERINGEN.....	16

**UK ..... 17**

DAILY MAIL: WHERE IS U.S. HOLDING ITS TOP TERROR CAPTIVES? .....	17
BBC MONIT. EUROP. : MEP SAYS BOSNIA USED FOR SECRET CIA FLIGHTS .....	18
IRISH TIMES: '50 PEOPLE' ON CIA RENDITIONS .....	19
AFX INTERNATIONAL: CIA CARRIED OUT UP TO 50 'RENDITIONS'- EU INVESTIGATOR.....	20

**GERMANY / AUSTRIA..... 21**

DPA: DESIGNIERTER CIA-CHEF STELLT SICH IM SENAT KRITISCHEN FRAGEN =.....	21
DPA: CIA-AUSSCHUSS DES EU-PARLAMENTS: BIS ZU 50 ENTFÜHRUNGEN DURCH CIA = .....	21

**SPAIN ..... 22**

EL PERIODICO DE CATALUÑA: LA EUROCÁMARA CONFIRMA LAS CÁRCELES SECRETAS DE LA CIA.....	22
EL PAÍS: LA EUROCÁMARA CONFIRMA DETENCIONES ILEGALES DE LA CIA.....	23
ABC: FUENTES DE LA CIA AFIRMAN QUE LAS CAPITALES EUROPEAS ESTABAN AL CORRIENTE DE LOS VUELOS.....	24
LA VERDAD: LA EUROCÁMARA ASEGURA QUE LA CIA HA ADMITIDO QUE REALIZÓ VUELOS Y TRASLADOS ILEGALES.....	25
LA VOZ DE GALICIA: LA EUROCÁMARA CALCULA ENTRE 30?Y 50 DETENCIONES ILEGALES DE LA CIA EN PAÍSES DE LA UE.....	26
DIARIO DE LEON: LA EUROCÁMARA CONCLUYE QUE LA CIA INFORMÓ DE LOS VUELOS DE LATORTURA.....	26
EL MUNDO: FUENTES DE LA CIA ADMITEN LA EXISTENCIA DE LOS VUELOS Y LAS CÁRCELES SECRETAS. UE. COMISIÓN DE INVESTIGACIÓN DEL PARLAMENTO EUROPEO.....	27
LA VANGUARDIA: UNA FUENTE DE LA CIA ADMITE AL PARLAMENTO EUROPEO LA EXISTENCIA DE CÁRCELES SECRETAS.....	29
GACETA DE LOS NEGOCIOS: LA CIA ADMITE A EURODIPUTADOS ARRESTOS Y VUELOS IRREGULARES.....	30
EUROPA PRESS: CIA.- LA EUROCÁMARA DICE QUE LA CIA HA ADMITIDO ENTRE 30 Y 50 "ENTREGAS EXTRAORDINARIAS" DE PRESUNTOS TERRORISTAS.....	31
EFE: LA COMISIÓN DE LA EUROCÁMARA DICE QUE FUENTES DE LA CIA ADMITEN VUELOS SECRETOS Y DETENCIONES ILEGALES.....	32
EFE: VUELOS CIA-UE (AMPLIACIÓN)- COMISIÓN PE DICE "FUENTES CIA" ADMITEN DETENCIONES IRREGULARES.....	33
EFE: RELATOR ONU DICE SE TARDARÁN AÑOS O DÉCADAS EN SABER QUÉ OCURRIÓ.....	34
EFE: VUELOS CIA-UE - EEUU DESMIENTE CIFRAS DE EURODIPUTADOS SOBRE VUELOS DE LA CIA.....	35
<b>PORTUGAL/BRASIL.....</b>	<b>36</b>
JORNAL DE NOTICIAS: EUROPEUS COLABORARAM COM A CIA.....	36
FOLHA DE SÃO PAULO: GOVERNOS SABIAM DE VÔOS DA CIA, DIZ COMISSÃO DA UE.....	36
AFP PORTUGAL: COMISSÃO SOBRE VÔOS DA CIA ANUNCIA 30 A 50 DETENÇÕES ILEGAIS NA EUROPA.....	37
LUSA: UE/CIA: ENTRE 30 E 50 DETENÇÕES ILEGAIS DE ALEGADOS TERRORISTAS NA EUROPA - PE.....	38
<b>ITALY.....</b>	<b>39</b>
TERRORISMO: VOLI CIA FAVA, FONTI USA PARLANO 30-50 CONSEGNE FONTE USA, IMPOSSIBILE SEQUESTRO OMAR SENZA CHE SISMI SAPESSA.....	39
ANSA: TERRORISMO: ABU OMAR; CATANIA, ORA ESTRADARE AGENTI CIA NUOVO GOVERNO FACCIA UN ATTO DI DISCONTINUITA'.....	40
<b>ASIA.....</b>	<b>41</b>
XINHUA NEWS AGENCY: CIA ADMITS ILLEGAL RENDITIONS, SAYS EU INVESTIGATOR.....	41
AFX ASIA: CIA CARRIED OUT UP TO 50 'RENDITIONS'- EU INVESTIGATOR.....	41

GENERAL EUROPE

**AGENCE EUROPE: La CIA aurait reçu l'aval des Etats européens pour effectuer des « restitutions extraordinaires » - les investigations du PE vont se poursuivre**

Strasbourg, 17/05/2006 (Agence Europe) - Les Américains ont reconnu que la CIA n'avait pas pu enlever ou faire transiter en Europe des personnes soupçonnées de terrorisme sans l'accord au moins tacite des pays européens, a affirmé à Strasbourg la commission temporaire du PE sur les agissements présumés illégaux de la CIA en Europe. « *Toutes les personnes que nous avons rencontrées (aux Etats-Unis) ont suggéré ou confirmé que le programme de restitutions extrajudiciaires en Europe n'avait pu être mené qu'au su et avec le soutien des gouvernements* » des pays concernés, a déclaré mercredi à la presse Carlos Coelho (PPE-DE, portugais), président de la commission parlementaire sur les activités de la CIA. Dick Marty, qui enquête également sur les activités de la CIA au nom de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, était arrivé récemment à la même conclusion (EUROPE N°9116).

Des officiels du Département d'Etat ont également répété, comme l'avait fait Condoleezza Rice en décembre dernier (EUROPE N°9085), que « les Etats-Unis n'avaient jamais violé la souveraineté des Etats membres de l'Union européenne », a ajouté M. Coelho. « *D'autres ont admis plus directement l'implication de gouvernements européens* », a indiqué le député qui rendait compte lors d'une conférence de presse de son déplacement aux Etats-Unis, du 8 au 12 mai, avec des membres de la commission temporaire. Selon Claudio Fava (PSE, italien), rapporteur, ces « restitutions extrajudiciaires » auraient concerné 30 à 50 personnes depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et le début de la guerre menée par les Américains contre le terrorisme. « *Nous avons également obtenu une liste de Human Rights Watch sur laquelle étaient inscrits 27 noms de présumés terroristes détenus par les Américains dans des endroits inconnus* », a précisé M. Fava, sans savoir pour autant si l'un ou l'autre de ces détenus était un citoyen européen. « *Nous avons également eu confirmation d'une source fiable au sein de la CIA que la séquestration d'Abou Omar à Milan n'a pas pu avoir lieu sans que les services de renseignement italiens l'aient su* », a-t-il ajouté. La justice italienne enquête actuellement sur l'affaire de Hassan Moustafa Ossama Nasr, dit Abou Omar, réfugié égyptien enlevé en juin 2003 à Milan par des hommes de la CIA et transféré en Egypte, via la base militaire américaine de Ramstein, en Allemagne (EUROPE N°9147).

Les députés qui se sont rendus à Washington n'ont visiblement pas été convaincus par les autorités américaines, dans la mesure où deux visions clairement distinctes se sont opposées sur la manière de lutter contre le terrorisme. M. Fava admet: « *Personnellement, je ne peux pas marquer mon accord sur plusieurs des objections soulevées par nos interlocuteurs: primo, l'idée que les Etats-Unis sont en état de guerre et que le droit international ne fournit aucun cadre juridique approprié au traitement à réserver aux terroristes; secundo, l'argument selon lequel la Convention de l'ONU sur la torture s'applique uniquement aux transferts de prisonniers au départ ou à destination des Etats-Unis et non à des détentions dans des pays tiers* ». Exprimant son sentiment à propos d'une rencontre avec un haut responsable du State Department, John B. Bellinger, Claudio Fava a poursuivi: « nous ne sommes pas un tribunal, mais nous sommes ici avec le mandat de faire la vérité, et nous recevons un 'No Comment' en guise de réponse ». M. Bellinger s'était récemment rendu à Bruxelles pour appeler les dirigeants européens à assumer leurs responsabilités dans toute cette affaire (EUROPE N°9186).

Devant les députés, M. Bellinger n'a « *ni confirmé ni démenti l'existence de restitutions extraordinaires* », indique M. Fava, pour qui M. Bellinger avait pourtant l'air de justifier politiquement ces restitutions. « *Sans confirmer les cas individuels, M. Bellinger a dit que les restitutions sont probablement indispensables* » et que les vols de la CIA « *prouvaient l'efficacité de la coopération entre les services secrets* », souligne le rapporteur. Interrogé sur l'existence de centres de détention en Europe, M. Fava a déclaré qu'une source avait confirmé « *l'existence d'au moins 8 prisons gérées par la CIA dans des pays, d'Europe, d'Afrique et d'Asie* ». Selon cette source, « *les centres de détention en Europe ont été fermés après la pression exercée par les médias, mais il reste toujours un site noir opérationnel dans un pays d'Afrique du Nord* ». Le fait est que la Maison Blanche « *a appelé l'éditeur du Washington Post et lui a demandé de ne pas nommer ces pays* » impliqués dans la pratique des détentions secrètes, remarque M. Fava. Carlos Coelho a décrit la visite à Washington comme étant "très productive", rappelant au passage que la disponibilité des membres du Congrès et des officiels américains avait été « *bien meilleure* » que durant la visite de 2001 à propos de la commission temporaire Echelon. La commission temporaire sur les agissements de la CIA en Europe doit normalement poursuivre ses travaux jusqu'à la fin de l'année.

M. Coelho a conclu en disant que la commission n'en était qu'à mi-parcours et que « *toute son attention allait désormais se focaliser sur le comportement des Etats européens* » dans cette affaire. Concernant les prochaines auditions, M. Coelho a envisagé de se tourner vers le nouveau ministre italien de la Justice, Clemente Mastella.

## **EU POLITIX: EU accused of complicity in CIA flights**

### **CIA officials insist EU governments knew extraordinary renditions were being carried out in Europe.**

Reporting back on its fact finding mission to Washington, the European parliament's CIA committee said US officials provided them with patchy and inconsistent information - but said they did agree on one thing.

"The only point in common from the officials we spoke to was that it was not possible to organise extraordinary rendition such as this without the active complicity of European governments," said Carlos Coelho MEP, chair of the temporary committee.

"That is what we took away from Washington and this will guide us in our future work."

Last month the committee concluded that more than 1,000 CIA flights had transited the EU.

MEPs also accuse the CIA of kidnapping people and illegally detaining them on EU soil - but Washington denies any wrongdoing.

"More than one source in the CIA - indeed authoritative sources - told us that between 30 and 50 people have been transported by extraordinary rendition," parliamentary rapporteur Giovanni Claudio Fava told a Strasbourg press conference.

"I think these sources in the CIA are very significant. Indeed, the president of the US himself called in the editor of the Washington Post and told him not to mention the names of EU countries where this sort of thing was done."

"The fact it involved direct intervention by the president seems to be a strong indication of the existence of clandestine prisons," the Italian MEP added.

But Fava acknowledged that senior state department officials declined to discuss individual cases.

John Bellinger, the state department's senior legal adviser, told MEPs that there had been very few cases of rendition and insisted Washington does not "outsource torture".

"There have not been thousands of flights. There have been a very few cases of rendition. The suggestion that that there have been large numbers or that this allegedly large number of flights

had detainees on them is simply absurd,” Bellinger told a press conference after meeting MEPs in Washington.

The parliamentary inquiry, launched in January with no legal powers, has come under increasing pressure to prove its worth.

Critics say it has attracted little testimony from top-level officials and is failing to hold EU governments to account.

But Coelho insisted the Washington trip had given the committee fresh impetus.

“I cannot conclude what measures we will be taking after this, but I do know that we have to listen to the people we heard from in the US and will make our work more pressing on EU governments.”

## **EUROPOTIQUE: ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LES ACTIVITÉS DE LA CIA : LES DÉPUTÉS POURSUIVENT LEUR TRAVAIL MALGRÉ LES DIFFICULTÉS**

18 May 2006

Les députés européens sont déterminés à approfondir l'enquête sur les activités de la CIA en Europe qu'ils mènent depuis quatre mois, malgré le peu de résultats tangibles à ce jour. Un moment clé de leurs travaux devait être le voyage de treize députés à Washington DC du 8 au 12 mai pour y rencontrer des responsables officiels et politiques américains (lire Europolitique n°3085). Ce déplacement donne lieu à des interprétations diverses comme en atteste l'analyse des députés, le 15 mai à Strasbourg.

Sceptique depuis le début quant à l'enquête, Jas Gawronski (PPE-DE, Italie) a martelé que les députés n'avaient rien trouvé de nouveau et plaidé pour la cessation des activités de la commission. Le rapporteur Claudio Fava (PSE, Italie) s'est voulu plus optimiste, déclarant qu'un «no comment» était une réponse utile. Selon les sources proches du Parlement, le président de la commission Carlos Coelho (PPE-DE, Portugal) a opté pour la prudence, conscient du fait qu'une bonne partie de son groupe doute de l'enquête.

La commission temporaire doit adopter, le 12 juin, son rapport pour le soumettre à la session plénière des 3-6 juillet. Le Parlement décidera alors soit de boucler les travaux de la commission, soit - plus probablement - de lui donner plus de temps. Selon les règles de procédures du PE, la commission doit se réunir pendant douze mois maximum (donc jusqu'à janvier 2007).

### **VIDE JURIDIQUE**

Le service juridique du PE a récemment douté de l'illégalité des activités en question. Il a noté que le droit international n'interdit pas de manière explicite la «reddition» et la «reddition extraordinaire» (transfert de suspects entre Etats hors procédure judiciaire). Les Américains ont reconnu pratiquer ces transferts, mais affirment qu'ils sont légaux. Washington refuse de traiter ces détenus via le système judiciaire pénal normal, attitude qui a terni ses relations avec l'UE.

Même doute juridique quant à la possibilité de transférer quelqu'un vers un pays qui pratique la torture. La Convention des Nations unies contre la torture interdit ces transferts s'il y a de bonnes raisons de croire que la personne puisse y être torturée. Pourtant la jurisprudence américaine applique une norme moins rigoureuse et ne s'oppose aux transferts que s'il est «plus probable qu'improbable» que la personne soit torturée. Des assurances diplomatiques qu'une personne transférée notamment vers le Proche-Orient n'y sera pas soumise à la torture n'a aucune valeur juridique.

L'impact de la Convention est affaibli par l'absence de tribunal international qui ferait autorité en donnant une interprétation du texte ou entendrait des cas de violations.

Rappelons que les députés européens tentent de vérifier si la CIA a illégalement arrêté, détenu, transporté ou torturé des personnes soupçonnées de terrorisme en Europe et, dans l'affirmative, si des gouvernements européens sont impliqués.

### **REUTERS: Europeans knew of CIA flights - U.S. officials**

STRASBOURG, France, May 17 (Reuters) - A wave of CIA flights that secretly transferred terrorist suspects across Europe could only have been carried out with the knowledge of host nations, EU investigators on Wednesday quoted U.S. officials as saying.

Up to 50 people were moved across the continent to jails in third countries where they faced torture and other abuses, officials from a European Parliament probe into the flights, known as renditions, told a news conference.

"All the people we met (in the United States) suggested or confirmed that the programme of renditions in Europe could not have been carried out without the knowledge and support of the governments," said Carlos Coelho, a Portuguese member of the European Parliament commission probing the flights.

"Officials from the State Department told us, in more diplomatic terms, that the United States had never violated the sovereignty of European Union member states.

"Others admitted the European governments' involvement more directly," said Coelho of meetings during the commission's trip to the United States from May 8 to 12.

Fellow investigator Claudio Fava of Italy said 30 to 50 people had been handed over by the United States since the Sept. 11, 2001 attacks on the United States and the launch of the U.S.-led war on terrorism.

"We also have confirmation from a reliable source within the CIA that the sequestration of Abu Omar in Milan could not have happened without the knowledge of the Italian intelligence services," Fava said.

Italian and German prosecutors are investigating the case of Omar, an Egyptian man they believe was snatched on a Milan street by a team of CIA agents in February 2003 and flown via Germany to Egypt, where he later said he was tortured.

A German national, Khaled el-Masri, is suing the former head of the CIA over his alleged rendition from Macedonia to Afghanistan, where he says the United States held him in jail for months as a terrorist suspect in 2004. German prosecutors are also probing that case.

Sweden's parliamentary ombudsman has criticised the security services over the expulsion of two Egyptian terrorism suspects who were handed over to U.S. agents and flown home aboard a U.S. government-leased plane in 2001.

Dick Marty, a Swiss investigator from the Council of Europe human rights watchdog which is separately probing the renditions, has branded the transfers as "outsourcing of torture".

### **REUTERS: Probes into CIA flights "stonewalled" -UN official**

BRUSSELS, May 16 (Reuters) - Inquiries into allegations that CIA flights through Europe carried people to countries where they faced possible torture are encountering a stonewall by officials, a U.N. official said on Tuesday.

Martin Scheinin, the U.N. special rapporteur on human rights issues related to the fight against terrorism, said it could be decades before the full truth about the allegations emerged.

"There is a stonewall," he said of the lack of firm evidence turned up by European investigators to support allegations that the CIA ran secret prisons in Europe and flew suspects to states where they would have been tortured.

"There is a huge degree of ambiguity and secrecy and I seriously believe it will take several years or even decades before we have enough to make an assessment of the magnitude of the phenomenon," Scheinin told a news briefing.

A European Parliament probe concluded last month that more than 1,000 CIA flights had transited the EU and that the CIA had been responsible for kidnapping several people and illegally detaining them on EU soil.

However the inquiry, launched in January with no legal powers, has attracted little testimony from top-level officials. Lawmakers have accused national EU governments and institutions of wanting to sweep the affair under the carpet.

European rights watchdog the Council of Europe has said at least one European state admitted to its investigators that it had handed over terrorism suspects to foreign agents, but the body has so far been given no further details.

Washington denies any wrongdoing. U.S. State Department lawyer John Bellinger said this month there had been "very few" cases of what he called extraordinary renditions -- the transfer of terrorism suspects from one country to another.

A Washington Post report last year said the CIA had run secret prisons in Europe and flown suspects to states where they would have been tortured.

Human rights group Amnesty International said this month torture and inhumane treatment were "widespread" in U.S.-run detention centres in Afghanistan, Iraq, Cuba and elsewhere despite Washington's denials.

## USA / AMERICA

### **VOICE OF AMERICA: EU Investigator: CIA Covertly Transferred Terrorism Suspects**

17 May 2006

VOA English Service

A European Union investigator says the United States has sent as many as 50 terrorism suspects from one country to another since 2001.

EU investigator Claudio Fava told journalists Wednesday in Strasbourg that CIA officials gave his investigative team the information during a visit to the United States last week.

Fava said a first-hand source confirmed the existence of seven sites operated by the CIA in Asia, Europe and Africa. He said the source told investigators the centers in Europe were closed amid public and media pressure, but one still operates in an unnamed north African country.

The head of the inquiry, Portugal's Carlos Coelho, said information gathered during the visit indicates the controversial transfer program, known as extraordinary rendition, would not have been possible without the support of European governments. International human rights groups have expressed concern over possible torture of the detainees.

U.S. officials, including Secretary of State Condoleezza Rice and President Bush, have defended the practice as legal under international law. They stressed that the United States does not transfer detainees to countries where they will be tortured.

## **INTER PRESS SERVICE: RIGHTS: U.S. FIGHTS LEGAL REDRESS FOR CIA KIDNAPPING 'MISTAKE'**

By William Fisher

1287 words

16 May 2006

Inter Press Service

English

NEW YORK, May 15, 2006 (IPS/GIN) -- The U.S. government has again invoked the "state secrets" privilege, arguing that a public trial of a lawsuit against a former head of the CIA for abducting and imprisoning a German citizen would lead to disclosure of information harmful to U.S. national security.

Once rarely used, the "state secrets" privilege has over the past five years become a routine defense used by the George W. Bush administration to keep cases from being tried.

The current case involves a suit brought by Khalid El-Masri. El-Masri was on vacation in Macedonia when he was kidnapped and transported to a CIA-run "black site" in Afghanistan. After several months of confinement in squalid conditions, he was abandoned on a hill in Albania with no explanation. He was never charged with a crime.

El-Masri, who is represented by the American Civil Liberties Union (ACLU), is seeking an apology and money damages from the CIA. The first -- and perhaps the last -- hearing on the case took place last week before a federal court in Alexandria, Va.

The lawsuit charges former CIA director George Tenet, other CIA officials and four U.S.-based aviation corporations with violations of U.S. and universal human rights laws. It claims El-Masri was "victimized by the CIA's policy of 'extraordinary rendition.'"

The Lebanese-born Al-Masri says he took a bus from Germany to Macedonia, where Macedonian agents confiscated his passport and detained him for 23 days without access to anyone, including his wife.

He says he was then put in a diaper, a belt with chains to his wrists and ankles, earmuffs, eye pads, a blindfold and a hood. He was put into a plane, his legs and arms spread-eagled and secured to the floor. He says he was drugged and flown to Afghanistan, where he was held in solitary confinement for five months before being dropped off in a remote rural section of Albania. He claims it was a CIA-leased aircraft that flew him to Afghanistan, and CIA agents who were responsible for his rendition to Afghanistan.

The aviation companies accused of transporting him during his detention are also protected by the "state secrets" privilege. A federal judge must decide whether to grant the government's motion to dismiss the case, but an ACLU spokesperson told IPS this could take weeks or months.

A parliamentary inquiry into El-Masri's kidnapping is also currently ongoing in Germany.



Speaking from Germany during a telephone news conference called last Friday by the ACLU, El-Masri said in response to a question from IPS that his objective is an explanation and an apology from the CIA.

According to Beau Grosscup, professor of international relations at California State University and an expert on terrorism, "Diplomatic assurances are trumped by the military, police and intelligence 'counterinsurgency' programs that the two Cold War superpowers instituted and still run in many of these countries that train police and military personnel in torture.

"The real attitude driving the 'rendition' efforts is: 'Having paid to train them in torture, why not get our money's worth'," he told IPS.

During her first meeting with the newly elected German Chancellor Angela Merkel several months ago, Secretary of State Condoleezza Rice admitted El-Masri's kidnapping and detention was the result of a "mistake" by the CIA. The incident threatened to again sour U.S. relations with Germany, which Rice traveled to Europe to repair following Germany's opposition to the U.S. invasion of Iraq.

Rice has defended the practice of rendition, saying it was a vital tool in the war on terror. However, she has said the U.S. does not "send anyone to a country to be tortured."

"The United States has not transported anyone, and will not transport anyone, to a country when we believe he will be tortured," she said. "Where appropriate, the United States seeks assurances that transferred persons will not be tortured."

But most human rights and foreign affairs experts believe that such "diplomatic assurances" are worthless. They say there is ample evidence that detainees who are "rendered" to other countries are frequently subjected to torture. The U.S. has rendered prisoners to a number of countries that have notoriously poor human rights records, including Egypt, Jordan, Syria, Afghanistan and Algeria, as well as to suspected CIA secret prisons in Eastern Europe.

The existence of the Eastern European prisons was revealed by the Washington Post. The Post reported that prisoners were routinely tortured, using such techniques as "waterboarding" -- submerging a prisoner in restraints in water to convince him he was drowning -- mock execution, prolonged shackling, being threatened with dogs, and "cold cell," in which prisoners are held naked in low temperatures and doused with cold water.

Last week, a special committee of the European Parliament issued an interim report concluding that the CIA has on several occasions illegally kidnapped and detained individuals in European countries. The report also found that the CIA detained and then secretly used airlines to transfer persons to countries like Egypt and Afghanistan, which routinely use torture during interrogations.

Rendition is known to have been a CIA practice for some years. But its frequency increased exponentially after 9/11, with reportedly dozens of prisoners being kidnapped from Italy, Sweden and other European countries. Italy is currently suing the U.S. for kidnapping an Italian citizen on Italian soil.

The U.S. Senate has passed an amendment mandating that the defense secretary inform Congress about U.S.-run secret prison facilities in foreign countries.

Last week, the U.S. again refused the International Committee of the Red Cross (ICRC) access to terrorism suspects held in secret detention centers.

Jakob Kellenberger, president of the ICRC, deplored the fact that the U.S. authorities had not moved closer to granting the ICRC access to persons held in undisclosed locations.

Kellenberger said: "No matter how legitimate the grounds for detention, there exists no right to conceal a person's whereabouts or to deny that he or she is being detained."

The former senior Swiss diplomat said that the ICRC would continue to seek access to such people as a matter of priority.

Investigators for the European Parliament reported last month that they had evidence the CIA had flown 1,000 undeclared flights over Europe since 2001, in some cases transporting terrorist suspects abducted within the European Union to countries known to use torture.

But in an appearance before the U.N. Committee on Torture, the body that monitors compliance with the Geneva Conventions, the lead State Department attorney labeled as "absurd" charges that prisoners being rendered were on all these flights.

He added that terrorist suspects could pose a threat to security if allowed to meet with ICRC representatives.

Addressing reporters after the hearing concluded, Bellinger said that provisions in the torture convention that prohibit transferring detainees to countries where they could be tortured do not apply to detainee "transfers that take place outside of the United States." He added, however, that the U.S. has "as a policy matter, applied exactly the same standards" to such transfers.

The "state secrets" privilege being used by the government in the El-Masri case is a series of U.S. legal precedents allowing the federal government to dismiss legal cases that it claims would threaten foreign policy, military intelligence or national security.

A relic of the Cold War with the then-Soviet Union, it has been invoked several times since the Sept. 11, 2001, attacks on the World Trade Center and the Pentagon. Judges have denied the privilege on only five occasions.

## **REUTERS LATINO: Investigación vuelos CIA enfrenta "obstáculos": funcionario ONU**

Por Mark John

439 words

16 May 2006

21:14

Reuters - Noticias Latinoamericanas

BRUSELAS, mayo 16 (Reuters) - Las investigaciones sobre las acusaciones de que vuelos de la CIA sobre territorio europeo trasladaban a personas a países donde posiblemente sufrían torturas, están enfrentando obstáculos de parte de funcionarios", dijo el martes una fuente de Naciones Unidas.

Martin Scheinin, el investigador especial de Naciones Unidas sobre asuntos de derechos humanos relacionados con la lucha contra el terrorismo, informó que podrían pasar décadas antes de que se conozca toda la verdad sobre las acusaciones contra la CIA.

"Hay un muro de piedra", afirmó en referencia a la falta de evidencias firmes presentadas por los investigadores europeos para apoyar las acusaciones de que la CIA dirigía prisiones secretas en Europa y trasladaba en aviones a sospechosos a estados del continente, donde habrían sido torturados.

"Hay un gran grado de ambigüedad y secreto y yo creo seriamente que tomará varios años o incluso décadas antes de que tengamos suficiente (información) para que podamos hacer una evaluación de la magnitud del fenómeno", afirmó Scheinin en una rueda de prensa.

Una investigación del Parlamento Europeo concluyó el mes pasado que más de 1.000 vuelos de la CIA que habían transitado el espacio aéreo de Europa y que agencia había sido responsable de secuestrar y detener ilegalmente a varias personas en territorio del viejo continente.

La investigación, lanzada en enero sin poderes legales, ha logrado breves testimonios de funcionarios de alto nivel.

Pero legisladores han acusado a algunos gobiernos europeos y a instituciones de querer ocultar el escándalo bajo la alfombra.

La comisión supervisora de los derechos humanos del Consejo de Europa ha indicado que al menos un estado admitió a los investigadores que había entregado a sospechosos de terrorismo a agentes extranjeros, pero hasta ahora el organismo no ha brindado mayores detalles sobre esta información.

Washington niega haber actuado incorrectamente. El abogado del Departamento de Estado norteamericano, John Bellinger, dijo este mes que han ocurrido "muy pocos" casos de lo que llamó rendiciones extraordinarias, en referencia a los traslados de sospechosos de terrorismo de un país a otro.

Un informe del periódico estadounidense Washington Post publicado el año pasado señalaba que la CIA había dirigido prisiones secretas en Europa y trasladado a sospechosos a estados donde habrían sido torturados.

El grupo de derechos humanos Amnistía Internacional informó este mes que la tortura y el trato inhumano se había "expandido" en centros de detención administrados por Estados Unidos en Afganistán, Irak, Cuba y en cualquier otro territorio, a pesar de los desmentidos de Washington.

## FRANCE / BELGIUM

**LE MONDE: " 30 à 50 personnes " auraient été enlevées par la CIA en Europe, selon le Parlement de Strasbourg**

19 May 2006

Le Monde

## ANTITERRORISME ENQUÊTE SUR LES " RESTITUTIONS EXTRAORDINAIRES "

Quelque " 30 à 50 personnes " auraient fait l'objet de " restitutions extraordinaires " depuis les attentats du 11 septembre 2001 : c'est ce qu'a déclaré l'eurodéputé Claudio Fava (socialiste italien), rapporteur de la commission d'enquête du Parlement européen sur la CIA, mercredi 17 mai, au cours d'une conférence de presse à Strasbourg.

La commission parlementaire essaie de faire la vérité sur les " restitutions extraordinaires " auxquelles se serait livrée l'Agence centrale de renseignement américaine sur le territoire de l'Union européenne : cette pratique consiste à envoyer des suspects de terrorisme dans des pays tiers, afin qu'ils y soient interrogés, y compris sous la torture.

Les eurodéputés sont allés à Washington, du 8 au 12 mai, rencontrer non seulement des représentants du gouvernement américain, mais aussi d'anciens agents de la CIA qui ont tenu à conserver l'anonymat.

C'est l'un de ces anciens agents qui a confié à Carlos Coelho (PPE, portugais), président de la commission parlementaire, et à Claudio Fava que 30 à 50 prisonniers auraient été transférés vers des pays où ils risquaient d'être torturés. Ce chiffre ne comprend pas ceux qui ont été envoyés à Guantanamo ou en Afghanistan, a précisé M. Fava. " Nous n'avons pas leurs noms et nous ne savons pas ce qu'ils sont devenus ", a-t-il ajouté.

Cet agent leur a dit que la CIA n'aurait pas pu procéder à ces enlèvements sans l'accord tacite des Etats européens. " Nous avons confirmation, auprès d'une source fiable au sein de la CIA, que la séquestration de l'imam Abou Omar à Milan n'a pas pu avoir lieu sans que les services de renseignement italiens l'aient su ", a précisé M. Fava.

D'autres sources " au sein du renseignement américain " ont assuré en outre qu'" il y a eu des prisons secrètes en Europe, en Asie et en Afrique ". " Des ONG nous ont parlé de huit prisons, dont l'une serait encore en activité en Afrique ", a ajouté M. Fava.

L'eurodéputé italien a assuré que " John Bellinger, conseiller juridique du département d'Etat, n'a "ni confirmé ni infirmé" l'existence de restitutions, mais qu'il les a "justifiées d'un point de vue politique" ".

Rafaële Rivais

### **LIBÉRATION: Selon un eurodéputé, la CIA a transféré de 30 à 50 prisonniers**

18 May 2006

#### [Libération](#)

Le rapporteur de la commission d'enquête du Parlement européen, Giovanni Claudio **Fava**, a indiqué hier que selon des sources de la **CIA**, les Etats-Unis auraient transféré depuis 2001 "entre 30 et 50" prisonniers vers des pays où ils risquaient d'être torturés. Ce chiffre exclut les prisonniers emmenés en détention à Guantanamo et en Afghanistan. L'eurodéputé n'a pas précisé combien avaient été enlevés en Europe ou étaient des citoyens européens. (AFP)

### **AFP: CIA: 30 à 50 transferts illégaux de prisonniers, selon un eurodéputé**

ABD  
402 words  
17 May 2006  
13:23  
Agence France Presse

STRASBOURG (Parlement européen), 17 mai 2006 (AFP) -

Le rapporteur de la commission d'enquête du Parlement européen Giovanni Claudio Fava a indiqué mercredi que selon des sources de la CIA, les Etats-Unis auraient transféré depuis 2001 "entre 30 et 50" prisonniers vers des pays où ils risquaient d'être torturés.

"Plus d'une personne au sein de la CIA nous ont expliqué qu'il y avait eu depuis 2001 entre 30 et 50" transferts de prisonniers au total, vers des pays où ils risquent d'être torturés, a déclaré M. Fava devant la presse à Strasbourg, précisant que ce chiffre excluait les prisonniers emmenés en détention à Guantanamo et en Afghanistan.

L'eurodéputé n'a pas pu préciser combien sur ce total, tous pays confondus, avaient été enlevés en Europe ou combien étaient des citoyens européens.

Une délégation de la commission d'enquête du PE s'est rendue la semaine dernière aux Etats-Unis pour obtenir des informations sur ces transferts secrets de terroristes présumés et sur les prisons secrètes de la CIA qui auraient été installées en Europe.

Concernant les prisons secrètes, "des sources de première main au sein du renseignement américain nous ont dit qu'il y avait eu des prisons en Europe, en Asie et en Afrique", a indiqué M. Fava, ajoutant que des ONG parlaient de huit prisons dont une encore en activité en Afrique.

Le président de la commission d'enquête Carlos Coelho a précisé que ce voyage aux Etats-Unis leur avait permis de conclure que ce "programme de transfert de prisonniers n'aurait pas été possible sans la coopération des services de renseignement et des gouvernements des pays européens" concernés.

"Nous avons confirmation d'une source fiable au sein de la CIA que la séquestration d'Abou Omar à Milan n'a pas pu avoir lieu sans que les services de renseignement italiens ne l'aient su", a ajouté M. Fava.

22 agents de la CIA sont soupçonnés par la justice italienne d'avoir organisé ou participé à l'enlèvement de cet ancien imam en février 2003.

Placé sous enquête à l'époque en Italie dans le cadre de la lutte antiterroriste, Abou Omar a ensuite été emmené en Egypte, où il affirme avoir été torturé. Le gouvernement italien a toujours démenti avoir été au courant de cette opération.

**REUTERS FR: UE - La CIA aurait agi en Europe avec l'accord des Etats**

17 May 2006

14:17

Reuters - Les actualités en français

STRASBOURG, 17 mai (Reuters) - Les Américains reconnaissent que la CIA n'a pu enlever ou faire transiter en Europe des personnes soupçonnées de terrorisme sans l'accord au moins tacite des Etats, a affirmé mercredi à Strasbourg une commission du parlement européen.

"Toutes les personnes que nous avons rencontrées (aux Etats-Unis) ont suggéré ou confirmé que le programme de 'restitutions extrajudiciaires' en Europe n'avait pu être mené qu'au su et avec le soutien des gouvernements", a déclaré Carlos Coelho, président de la commission parlementaire sur les activités de la CIA.

"Des officiels du département d'Etat (le ministère américain des Affaires étrangères) nous ont dit, en termes plus diplomatiques, que les Etats-Unis n'avaient jamais violé la souveraineté des Etats membres de l'Union européenne", a-t-il ajouté.

"D'autres ont admis plus directement l'implication de gouvernements européens", a poursuivi le député qui rendait compte lors d'une conférence de presse de son récent déplacement aux Etats-Unis, du 8 au 12 mai, avec des membres de la commission parlementaire.

Selon Claudio Fava, son rapporteur, ces "restitutions extrajudiciaires" auraient concerné 30 à 50 personnes depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et le début de la guerre menée par les Américains contre le terrorisme.

"Nous avons également eu confirmation d'une source fiable au sein de la CIA que la séquestration d'Abou Omar à Milan (Italie) n'a pu avoir lieu sans que les services de renseignement italiens l'aient su", a-t-il ajouté.

La justice italienne enquête actuellement sur cette affaire. Elle concerne l'enlèvement de Hassan Moustafa Ossama Nasr, dit Abou Omar, réfugié égyptien enlevé en juin 2003 à Milan (Italie) par des hommes de la CIA et transféré en Egypte, via la base militaire américaine de Ramstein, en Allemagne.

Dick Marty, un parlementaire suisse qui enquête également sur les activités de la CIA au nom de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, avait déjà estimé en janvier que "les gouvernements européens ou du moins leurs services secrets" ne pouvaient avoir ignoré de telles opérations.

Le 12 avril, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Terry Davis, indiquait de son côté qu'un des 46 Etats membres de l'organisation avait officiellement admis que des détenus avaient été illégalement remis à des services secrets étrangers sur son sol.

Les enquêtes menées conjointement par le Conseil de l'Europe et par l'Union européenne font suite aux révélations de la presse américaine et de plusieurs organisations non gouvernementales, en novembre 2005, concernant l'utilisation par la CIA du territoire européen pour détenir ou transférer illégalement des prisonniers. /GR

16:52

**BELGA: Vols CIA: les pays européens étaient au courant (eurodéputés)**

»

BRUXELLES 17/05 (BELGA) = Les restitutions extraordinaires de terroristes présumés menées sur le sol européen par la CIA l'ont été avec l'approbation des gouvernements européens, a estimé mercredi le président de la commission d'enquête temporaire du Parlement européen

sur ce sujet.

"Toutes les personnes que nous avons rencontrées à Washington (la semaine passée) nous l'ont assuré ou suggéré", a indiqué mercredi le conservateur portugais Carlos Coelho lors d'une conférence de presse à Strasbourg.

Lors de leur visite au département d'Etat américain, les interlocuteurs rencontrés leur ont d'ailleurs assuré que les Etats-Unis n'avaient jamais violé la souveraineté des pays européens, laissant ainsi sous-entendre que ces derniers avaient marqué leur accord à ces vols.

Composée de 13 eurodéputés, la délégation parlementaire a rencontré au total une vingtaine de personnes à Washington, dont Dan Fried et John Bellinger, tous deux proches collaborateurs de la secrétaire d'Etat américain.

Ce dernier, conseiller juridique de Condoleezza Rice, n'a ni confirmé ni infirmé l'existence de ces restitutions extraordinaires, précisant toutefois aux députés que, "vu l'état de guerre" dans lequel les Etats-Unis se trouvent, celles-ci étaient "inévitables", voire un instrument "indispensable".

Si M. Bellinger a admis devant les députés que le nombre de vols de la CIA vers l'Europe avait fortement augmenté depuis 2001, seul un nombre limité de ces avions contenaient des détenus, leur encore a-t-il expliqué.

Celui-ci a d'ailleurs présenté cette hausse comme un signe positif. "Cela prouve que la collaboration entre la CIA et les services secrets européens est plus forte", s'est-il félicité.

Selon le rapporteur de la commission, le socialiste italien Claudio Fava, le voyage à Washington a permis de confirmer qu'entre 30 et 50 restitutions extraordinaires (illégales aux yeux du droit européen) se sont déroulées depuis 2001.

M. Fava a ajouté mercredi avoir la conviction que des prisons secrètes ont existé en Afrique, en Asie, mais aussi en Europe pour y interroger des présumés terroristes.

Le rapporteur a notamment évoqué la rencontre que les députés ont eue avec le directeur du 'Washington Post' qui leur a expliqué que la Maison blanche avait mis sa rédaction sous pression pour ne pas publier les noms de pays européens ayant accueilli de tels centres de détention. /EDR/DEF

./.

16:17

**BELGA: CIA-Commissie: Brepoels kapittelt EU-lidstaten**

»

STRAATSBURG 17/05 (BELGA) = Frieda Brepoels, die in de CIA-Onderzoekscommissie van het Europees Parlement (EP) zetelt, is ontstemd over het gebrek aan positieve samenwerking van de EU-lidstaten. In een woensdag gesprek met Belga noemt Brepoels het ongehoord dat de onderzoekscommissie in de Verenigde Staten moet vernemen dat de buitengewone (illegale) uitleveringen slechts met de steun van de EU-lidstaten mogelijk waren.

Brepoels is evenmin over de Belgische houding te spreken. Tijdens

de hoorzitting op 6 maart in het Europees Parlement beloofde senaatsvoorzitter Anne-Marie Lizin om binnen de week het verslag van de parlementaire begeleidingscommissie over de mogelijke CIA-vluchten in België openbaar te maken. Meer dan twee maanden later is dit nog steeds niet gebeurd. "De belofte van de lidstaten om de dingen grondiger te onderzoeken", zo stelt Brepoels, "heeft tot geen enkel resultaat geleid". "Ofwel willen de lidstaten de informatie niet vrijgeven, ofwel hebben ze de gegevens nooit opgevraagd", aldus Brepoels./GOS(MAE)

15:51

## **BELGA: CIA-commissie EP krijgt bevestiging over uitzonderlijke uitleveringen**

»

STRAATSBURG 17/05 (BELGA) = Er vonden in Europa uitzonderlijke uitleveringen plaats, het aantal CIA-vluchten in het Europese luchtruim is sinds 2001 beduidend gestegen en de Verenigde Staten hadden inderdaad geheime detentiecentra in Europa. Die belangwekkende nieuwe elementen heeft de reis van de CIA-commissie van het Europese Parlement (EP) naar Washington opgeleverd, zo maakten voorzitter Carlos Coelho en rapporteur Giovanni Fava woensdag op een persconferentie in Straatsburg bekend.

Tijdens hun trip naar Washington van 8 tot 12 mei ontmoette de delegatie van de CIA-commissie zowat 20 gesprekspartners. Daar waren twee vertegenwoordigers bij van het ministerie van Buitenlandse Zaken, het State Department: Dan Fried van het Bureau voor Europese Zaken en John Bellinger, de jurisconsult van het ministerie. Voorts zag de tijdelijke commissie van het EP vier leden van het Congres, juristen, vertegenwoordigers van ngo's, CIA-agenten en journalisten.

"Al onze gasten verzekerden ons", zo zei Coelho (EVP), "dat de uitzonderlijke uitleveringen alleen met medeweten en steun van de Europese regeringen konden gebeuren". Op het State Departement werd bovendien verduidelijkt dat de VS nooit de soevereiniteit van de EU-staten hebben geschonden. Hoewel de Amerikaanse ambtenaren op geen enkel concreet geval wilden ingaan, kwam er toch de bevestiging dat er sinds 2001 zowat 30 tot 50 uitleveringen in Europa plaatsvonden. Die informatie kreeg de Commissie van een hoge CIA-verantwoordelijke.

De uitzonderlijke uitleveringen spelen zich buiten het officieel of administratieve circuit af en, zo stelde Fava, het gaat hier om illegale activiteiten. In de CIA-Commissie worden "extraordinary renditions" en kidnapping trouwens dikwijls als synoniem gebruikt. De jurisconsult van het State Departement bevestigde noch ontkende het bestaan van deze uitleveringen. Hij stelde wel dat ze, gegeven de "staat van oorlog" waarin de VS zich bevindt, "onvermijdelijk" zijn, zelfs een "onmisbaar" instrument.

Bellinger gaf wel toe dat het aantal CIA-vluchten in het Europese luchtruim sinds 2001 fors is toegenomen. In slechts een klein deel van deze vluchten waren, zo was in Washington te horen, gevangenen aan boord. Naar verluidt is de toename van het aantal vluchten een positief signaal. "Het bewijst", aldus de Amerikanen, "dat de samenwerking tussen de CIA en de Europese geheime diensten toeneemt".

Tijdens hun zending in Washington is de delegatie van de



CIA-Commissie ervan overtuigd geraakt dat er inderdaad geheime detentiecentra in Afrika, Azië maar ook in Europa waren. "Tijdens een gesprek met de directeur van The Washington Post", aldus rapporteur Fava, "werd ons verteld dat zowel president George W. Bush als John Negroponte, de grote baas van het overkoepelende National Intelligence, journalisten onder druk zet om in deze geen namen van landen te noemen".

In een schriftelijke verklaring stelde voorzitter Coelho dat de mogelijke betrokkenheid van Europese landen bij de illegale uitleveringen een zwaarwichtige zaak is en grondig onderzocht moet worden./GOS(RBR)

## UK

### **DAILY MAIL: WHERE IS U.S. HOLDING ITS TOP TERROR CAPTIVES?**

From William Lowther in Washington

A COMPLETE list of all 759 captives ever held at Guantanamo Bay was released for the first time by the Pentagon yesterday.

But the move has only deepened the mystery of where senior Al Qaeda figures are kept - because none of the 30 most senior terrorists captured since 9/11 has been to the U.S. prison camp in Cuba.

These 30, known in Pentagon slang as 'ghost detainees' or 'the disappeared', are thought to be under CIA control at jails scattered around the world.

The secret prisons where they are held are referred to as 'black sites', with the biggest known as 'the salt pit', near Bagram Air Base in Afghanistan.

A second jail is in Iraq, while secret prisons - the existence of which U.S. does not acknowledge - are said to be in Jordan, Egypt and the British possession of Diego Garcia, a remote Indian Ocean atoll that has been leased to the U.S. since 1970.

Up to three of the high-ranked prisoners may be held on American ships stationed in the Indian Ocean, Pentagon sources said. Until they were closed last year, at least two of the secret prisons were in Eastern Europe.

The documents, which were released under a Freedom of Information request, gave the names of 201 Guantanamo detainees which had never been released before. All of the others had been mentioned in documents already issued.

Of the prisoners ever held at Guantanamo, 275 have been released, 136 have been approved for release, ten have been charged with terrorism offences and are awaiting trial and the others are still under investigation.

The CIA had one small 'secret prison' within the Guantanamo facility, but it was closed in 2004 and all of those detained there are on the newly-issued list, according to the Pentagon source.

Among the 30 most senior Al Qaeda terrorists held elsewhere are thought to be two of the masterminds of 9/11, Khalid Shaikh Mohammed and Ramzi Binalshibh.

They and the other 28 most senior captives are said to exist in isolation from the outside world and are imprisoned in dark cells, some of which have been built underground. They have no legal rights and no one outside the CIA is allowed to talk to them or even see them.

The names of all detainees held at Guantanamo were previously kept classified because of 'the security operation as well as the intelligence operation that takes place down there', said a spokesman for the Pentagon.

Priti Patel, an attorney for New York-based Human Rights First, said the information will help lawyers track who has been held at the base and find former detainees to help investigate allegations of abuse.

But the Pentagon refused to release photos of current detainees, saying it would damage U.S. intelligence-gathering because it would be easier for Al Qaeda to retaliate against detainees suspected of cooperating with interrogators.

The Pentagon also faces pressure by the European Parliament over alleged flights to 'torture prisons' using EU airports.

EU officials said they had discovered more than 1,000 undeclared CIA trips through European airspace since 2001.

The CIA denies the use of torture and says the process of 'rendition' is legal.

### **BBC MONIT. EUROP. : MEP says Bosnia used for secret CIA flights**

18 May 2006

12:17

BBC Monitoring European

Text of report in English by Croatian news agency HINA

Sarajevo, 18 May: The European Parliament's rapporteur on the transport and illegal detention of prisoners in European territory by the CIA, Giovanni Claudio Fava, has said that there is information about several thousand secret flights, some of which started in Bosnia-Herzegovina.

In a statement carried by Sarajevo's Dnevni avaz daily on Thursday [18 May], Fava said that there was reliable information backing up his statement.

We know that there were secret flights in the European air space and from European airports. We have also established that there were flights over Bosnia-Herzegovina as well, Fava said.

He went on to say that the investigation he was conducting focused on the transfer of members of the so-called Algerian group from Bosnia-Herzegovina to Guantanamo.

Those people were taken from Bosnia-Herzegovina with the help of a company working for the CIA. This was a military flight which carried those people, accused of alleged terrorism, to Guantanamo, Fava said speaking about the case of six naturalized Bosnian citizens originating

from Afro-Asian countries who were arrested in Sarajevo on suspicion of preparing attacks on Western embassies in Bosnia-Herzegovina.

The Bosnian police handed them over to US representatives who then transferred them to Guantanamo where they have been since.

Fava said that the European Parliament was still waiting for answers to a questionnaire sent to Bosnian authorities two months ago with the aim of establishing all details regarding the secret flights.

He said that members of the European Parliament's fact-finding team could visit Bosnia-Herzegovina after June to check on-the-ground information about the CIA's secret flights over and from the country.

Source: HINA news agency, Zagreb, in English 0939 gmt 18 May 06

### **IRISH TIMES: '50 people' on CIA renditions**

Jamie Smyth in Strasbourg

THE EU: Up to 50 people have been transported illegally on CIA rendition flights since 2001, a European Parliament committee of inquiry said yesterday.

The committee also said it was shifting the emphasis of its inquiry to investigate EU governments' complicity with the US on rendition - the process of kidnapping terrorist suspects for transport abroad.

In an update to journalists on the committee's visit to the US last week, chairman Carlos Coelho said US officials, politicians and media had said that it would have been impossible for the CIA to organise renditions without the knowledge of EU states.

He said these claims would guide the committee in the coming months when senior EU politicians will be questioned by MEPs on what they knew about the CIA flights in Europe.

It is expected that senior Irish politicians, possibly the Minister for Foreign Affairs, will be asked to explain what they know about CIA flights that landed at Shannon airport. But Fianna Fáil MEP Eoin Ryan, a member of the special committee, said that the evidence gathered so far suggested the Government was not complicit in rendition.

Meanwhile, committee rapporteur Claudio Fava gave the first official estimate of the number of people transported on rendition flights.

He said senior US intelligence sources had confirmed that 30 to 50 extraordinary renditions took place.

The committee concluded last month that more than 1,000 CIA flights had transited the EU and that the CIA had been responsible for kidnapping several people and illegally detaining them on EU soil.

But this is the first time that a figure for those subjected to extraordinary rendition has been estimated.

## **AFX INTERNATIONAL: CIA carried out up to 50 'renditions'- EU investigator**

427 words

17 May 2006

16:44

AFX International Focus

English

STRASBOURG (AFX) - The US Central Intelligence Agency has sent up to 50 suspects since 2001 to countries where they could face torture, a European Union investigator probing the CIA's actions in Europe said today.

Claudio Fava, an Italian member of the European Parliament, said members of his team were given the information by US intelligence officials during a visit to the United States last week.

The sources had also said the agency ran secret prisons in Europe, Asia and Africa.

The United States has come under intense fire over the last year following press reports that the CIA has flown suspects in the US 'war on terror' across European airspace since the September 11, 2001, attacks.

The prisoners were reported mainly to have been taken through Europe to third countries in a process known as 'rendition,' in which the transfers take place outside the legal framework of an extradition agreement.

'More than one source in the CIA, senior officials, explained to us that there were 30 to 50 renditions, not including people arrested and taken to Guantanamo Bay,' the US naval base prison in Cuba, Fava said.

He could not say whether the suspects had been picked up in Europe, were flown through the continent's airspace or transported through its territory, or if any were of European origin.

He said the intelligence officials told investigators that the renditions were acceptable in that they were part of the 'war on terror'. Indeed senior US officials have acknowledged that a few renditions have taken place.

The Italian deputy said the officials were asked about the secret prisons in Europe -- in particular facilities, now thought closed, in Poland and Romania -- and that 'they told us there were prisons in Europe, Asia and Africa.'

Fava also accused the White House of putting pressure on the US media -- an editor of the Washington Post and television stations -- not to make public the names of countries suspected of allowing secret CIA prisons on their territory.

The head of the inquiry, Portuguese lawmaker Carlos Coelho, said information gathered in the United States showed that the 'transfer programme would not have been possible without the help of European governments.'

[newsdesk@afxnews.com](mailto:newsdesk@afxnews.com)

## GERMANY / AUSTRIA

15:49

**DPA: Designierter CIA-Chef stellt sich im Senat kritischen Fragen =**

Washington (dpa) - Überschattet vom Streit über den Lauschangriff auf Millionen von amerikanischen Bürgern hat der US-Senat am Donnerstag in Washington mit dem Bestätigungsverfahren für den designierten CIA-Chef Michael Hayden begonnen. Der 61-jährige Luftwaffengeneral gilt als Architekt der geheimen Überwachungsprogramme nach den Terroranschlägen vom 11. September. Der bisherige stellvertretende Geheimdienstdirektor soll die Nachfolge des Anfang Mai zurückgetretenen CIA-Chefs Porter Goss antreten.

Mitglieder des Geheimdienstausschusses des US-Senats haben bereits im Vorfeld angekündigt, dass sie Auskunft über die umstrittenen Überwachungsprogramme verlangen wollen. Darüber hinaus soll Hayden seine Vision für eine Reform des Geheimdienstes darlegen. Unter Goss hatte eine große Zahl erfahrener Mitarbeiter die CIA verlassen. Außerdem kam es zu einem Kompetenzgerangel mit dem Verteidigungsministerium. Unter Hayden soll sich auch die Aufklärung aus Ländern mit Atomprogrammen wie dem Iran und Nordkorea verbessern.

dpa da xx mu

181546 Mai 06 nnnn

12:32

**DPA: CIA-Ausschuss des EU-Parlaments: Bis zu 50 Entführungen durch CIA =**

Straßburg (dpa) - Der CIA-Untersuchungsausschuss des Europäischen Parlaments hat "glaubwürdige Informationen" über 30 bis 50 Gefangennahmen mutmaßlicher Terroristen durch amerikanische Geheimdienste. Diese Zahlen hätten "hochrangige CIA-Beamte" in Washington bestätigt, sagte der Berichterstatter des Ausschusses Giovanni Fava am Mittwoch im Europaparlament in Straßburg. Fava hatte zusammen mit einer Delegation des Ausschusses vom 8. bis 12. Mai Washington besucht. Diese Aktivitäten hätten sich wahrscheinlich seit dem 11. September 2001 bis heute ereignet. Geheime Gefangenenlager habe es in Asien, Afrika und Europa gegeben, sagte er.

Nach Angaben des Ausschussvorsitzenden Carlos Coelho habe das Weiße Haus Druck auf Journalisten und Fernsehsender ausgeübt, um die Länder nicht zu nennen, in denen geheime Gefangenenlager existierten oder heute noch bestehen. Ob die Regierungen der betroffenen Länder davon wussten, konnte Coelho nicht sagen. Zahlreiche Regierungen hätten die Anfragen des Ausschusses noch nicht beantwortet. Nach den bisherigen Ermittlungen des Ausschusses sind rechtswidrige Gefangenenflüge des US-Geheimdienstes in Europa erwiesen und Regierungen einiger EU-Staaten müssen von diesem Tun gewusst haben. Auch der Deutsche Khaled el Masri gehörte zu den Gefangenen. Er hatte

dem Ausschuss über seine Entführung ausführlich berichtet.

## SPAIN

### **EL PERIODICO DE CATALUÑA: La Eurocámara confirma las cárceles secretas de la CIA**

ELISEO OLIVERAS ESTRASBURGO ENVIADO ESPECIAL

18 May 2006

#### RESULTADOS DE LA VISITA A WASHINGTON DE UNA DELEGACIÓN PARLAMENTARIA

De 30 a 50 presos fueron trasladados ilegalmente a países donde se tortura

La Agencia Central de Inteligencia (CIA) estadounidense mantuvo una red de cárceles secretas en Europa, Asia y África, según confirmaron "fuentes de primera mano" de los servicios de inteligencia en Washington a la comisión del Parlamento Europeo que investiga los secuestros y los vuelos clandestinos de la CIA. El presidente de la comisión parlamentaria, Carlos Coehlo, y el ponente de la comisión, Claudio Fava, expusieron ayer en la sede de la Eurocámara en Estrasburgo los resultados de su reciente visita de cuatro días a la capital de EEUU.

"Los centros de detención secretos en Europa fueron clausurados", después de que los medios de comunicación publicaran su existencia, según explicó Fava en base a las informaciones obtenidas de "altos funcionarios de CIA hasta fechas recientes". El eurodiputado destacó que el hecho de que el presidente estadounidense, George Bush, convocara al director de The Washington Post y a varias cadenas televisivas a la Casa Blanca para exigirles que no publicaran "por razones de seguridad" el nombre de ningún país europeo relacionado con esas cárceles secretas "es una confirmación muy fuerte de su existencia".

NORTE DE ÁFRICA Fava precisó que al menos uno de esos centros continúa operativo en el norte de África, según las organizaciones de defensa de los derechos humanos. Las mismas organizaciones han acusado a Polonia y Rumanía de haber albergado esas cárceles secretas. Existe la sospecha de que una cárcel norteamericana, bajo control de la OTAN en Kosovo, se utiliza también como centro de detención clandestino para sospechosos de terrorismo, según la comisión parlamentaria. La OTAN se ha opuesto hasta ahora a cualquier visita de las instalaciones por parte de los representantes del Consejo de Europa o de la Eurocámara.

JUSTIFICACIÓN Las operaciones norteamericanas de transferencias ilegales de prisioneros sospechosos de terrorismo a otros países donde podían ser torturados fueron "entre 30 y 50" desde el 2001, según fuentes de alto nivel de los servicios de inteligencia de EEUU, añadió Fava.

El asesor legal del Departamento de Estado norteamericano, John Bellinger, calificó de "indispensables" esas entregas para mantener encerrados en otros países a detenidos que no se

puede acusar ante un tribunal de EEUU de ningún delito, explicó Fava. Del millar de vuelos de la CIA, "solo unos pocos" llevaban detenidos, aseguró Bellinger a los eurodiputados.

Coehlo subrayó que tras las entrevistas con la Administración norteamericana y los servicios de inteligencia ha quedado claro que las operaciones de la CIA de secuestros, vuelos y traslados ilegales de detenidos "solo pudo realizarse con el conocimiento y el respaldo de los gobiernos europeos".

La comisión afirma que ha quedado clara la complicidad de los gobiernos europeos

## **EL PAÍS: La Eurocámara confirma detenciones ilegales de la CIA**

ANA CARBAJOSA

18 May 2006

(c) Copyright DIARIO EL PAIS, S.L. <http://www.elpais.es>.

Una comisión de investigación elabora un informe basado en entrevistas con ex agentes

La CIA detuvo ilegalmente y trasladó a terceros países a un número de sospechosos, entre 30 y 50, en el marco de la guerra contra el terrorismo declarada tras los atentados del 11-S en Estados Unidos. Ésas son las cifras que ofrecieron antiguos miembros del espionaje estadounidense a la delegación del Parlamento Europeo que viajó la semana pasada a Washington para recabar información sobre las supuestas actividades ilícitas de la CIA en Europa.

Las mismas fuentes confirmaron además la existencia de una red de cárceles secretas, instaladas en varios países de Europa, África y Asia, adonde habrían sido trasladados los detenidos para ser interrogados (en algunos casos bajo tortura) y recluidos al margen de la ley.

Trece europarlamentarios viajaron a Washington entre el 8 y el 12 de mayo para entrevistarse con responsables de la Administración norteamericana y con políticos y activistas estadounidenses. Aunque la comitiva europea solicitó reunirse con miembros del servicio de espionaje estadounidense en activo, la petición fue rechazada. Sí se entrevistaron con "altos funcionarios de la CIA hasta fechas recientes", según indicó el ponente de la comisión temporal de la Eurocámara que investiga las actividades del espionaje de EE UU, el socialista italiano Giovanni Fava. El ponente calificó estas fuentes de "fidedignas".

"Nuestros interlocutores sugirieron o confirmaron que el programa de entregas extraordinarias en Europa sólo pudo realizarse con el conocimiento y apoyo de los Gobiernos europeos", aseguró el presidente de la comisión, el portugués Carlos Coelho.

Los eurodiputados se entrevistaron también con John Bellinger, asesor legal de la secretaria de Estado, Condoleezza Rice. Bellinger -que a principios de mes compareció en Ginebra ante el comité de la ONU contra la tortura, donde aseguró que EE UU "ni practica ni acepta" ese tipo de abusos-, explicó a los eurodiputados que el traslado de los detenidos "es imprescindible para aquellos terroristas detenidos a los que no se les puede juzgar en el extranjero, y por eso se les envía a sus países para que se les trate adecuadamente", según relató ayer Fava.

El alemán Cem Özdemir, de Los Verdes y uno de los miembros de la comitiva, sostuvo que "la gran amenaza surgida tras el 11-S motivó detenciones masivas, sin que las autoridades

estadounidenses se plantearan que algún día habría que llevar a esa gente ante los tribunales". "Ahora, Estados Unidos no tiene suficientes pruebas para enviarlos ante la justicia o tiene pruebas que no son válidas porque han sido obtenidas bajo tortura. Ésa es la gente que está en las cárceles secretas", dijo a EL PAÍS.

Özdemir explicó que la Administración estadounidense no ve con buenos ojos los trabajos de la comisión parlamentaria. "Para ellos, las pesquisas del Parlamento dañan el trabajo de los servicios de espionaje, ya que desalienta a los países a colaborar con Washington en el futuro".

### **ABC: Fuentes de la CIA afirman que las capitales europeas estaban al corriente de los vuelos**

18 May 2006

© 2006 ABC

Representantes de EE.UU. han confirmado que hubo entre 30 y 50 casos de detenciones y traslados, y que se crearon centros secretos de detención en Europa

ENRIQUE SERBETO. CORRESPONSAL

BRUSELAS. Como era de esperar, la comisión de investigación del Parlamento Europeo ha vuelto de EE.UU. cargada de información sobre los vuelos de la CIA, información que incrimina... a los propios gobiernos europeos.

La mayor parte de esta información no viene de las de fuentes «abiertas» y oficiales con las que también se entrevistaron, pero los eurodiputados han vuelto de Washington con la cartera llena de conjeturas que sirven para redondear las teorías de que las autoridades europeas estaban al corriente de los vuelos irregulares, detenciones extrajudiciales y cárceles secretas, que lo autorizaron todo y por tanto los norteamericanos «no han violado nunca la soberanía de nadie».

El socialista italiano Giovanni Fava reveló ayer que las fuentes con las que se han entrevistado le han confirmado que hubo entre 30 y 50 casos de detenciones y traslados, y que tras los atentados del 11 de septiembre es cierto que Estados Unidos creó varios centros secretos de detención en Europa. Los diputados europeos reconocen que no les han dado ni fotografías, ni nombres, ni datos concretos sobre la localización de tales centros de detención, pero consideran que las fuentes son «fidedignas».

Los norteamericanos pueden hacer tranquilamente este tipo de revelaciones, teniendo en cuenta que en las actuales circunstancias su sensibilidad política y social sobre este caso es muy diferente de la europea. Al fin y al cabo, Bush acaba de nombrar como director de la CIA a un general implicado en el caso de escuchas telefónicas masivas y no parece que cualquier revelación sobre detenciones ilegales de sospechosos de terrorismo en Europa pueda afectar al futuro del debate de asuntos como Guantánamo.

Silenciar a los aliados

Sin embargo, arrojando las sombras de la sospecha sobre la responsabilidad de los gobiernos europeos, los servicios secretos norteamericanos se procuran una situación muy cómoda y se aseguran de que cualquier cosa que les pudiera afectar a ellos, va a pasar antes o después



también como un ciclón por los despachos de los ministerios de Defensa o de Asuntos Exteriores de los aliados del otro lado del Atlántico, a los que de alguna manera obligan a atrincherarse en el silencio.

Los eurodiputados se han entrevistado con fuentes que calificaron como «fidedignas», que «fueron altos funcionarios de la CIA hasta fechas recientes», o que identificaron simplemente como «fuentes de la Inteligencia norteamericana». También se reunieron con el secretario de Estado adjunto para Europa, Dan Fried; el asesor legal del Departamento de Estado, John Bellinger, y el ex director de la CIA, James Woolsey. Según reveló ayer el portugués Carlos Coelho, presidente de esta comisión temporal de investigación, la única diferencia entre los interlocutores que no pueden identificar y los que se reunieron abiertamente con ellos es que mientras que los primeros hablaron más claramente, los segundos usaban siempre eufemismos diplomáticos. Así, sobre el caso del secuestro en Milán del egipcio Abu Omar, en el año 2003, los interlocutores reservados dijeron que consideraban «imposible que las autoridades italianas no estuviesen al corriente de lo que estaba pasando» cuando los agentes de la CIA entraron en el país, lo detuvieron y lo metieron en un avión; mientras que para el Departamento de Estado, la versión es que «existe el convencimiento de que Estados Unidos no ha violado la soberanía de ningún país europeo», se supone que sencillamente porque los servicios secretos no han hecho nada sin autorización previa. El hecho es que por este caso concreto los tribunales italianos han identificado a 22 agentes estadounidenses y ya han pedido su extradición.

#### Asunto zanjado

Con los primeros datos de este viaje a Washington (el informe completo aún no ha sido redactado), se deduce que los norteamericanos también son diestros en el conocido deporte de tirar de la manta en casos delicados. Para Washington, oficialmente, el tema quedó zanjado a nivel de Gobiernos en una reunión en la OTAN en la que la secretaria de Estado norteamericana, Condoleezza Rice, y sus colegas europeos acordaron considerar que el asunto no merecía más que un perfil bajo y que a todos convenía correr un tupido velo sobre el tema.

Sin embargo, el Parlamento Europeo y el Consejo de Europa han creado distintas modalidades de entidades de investigación, para seguir dirimiendo las circunstancias exactas que han envuelto las actividades de la CIA en el Viejo Continente. Coelho, el eurodiputado conservador que presidió la delegación, dijo ayer que la visita a Washington le había confirmado en su tesis de que las sospechas «deben tomarse en serio», y que las instituciones comunitarias tendrían que determinar «si ha habido violaciones de la legislación interna europea».

#### **LA VERDAD: La Eurocámara asegura que la CIA ha admitido que realizó vuelos y traslados ilegales**

FERNANDO PESCADOR

18 May 2006

El jefe de la comisión investigadora dice que «entre 30 y 50 personas» acabaron en países donde se tortura

Los vuelos secretos de la CIA habrían transportado por el continente europeo hasta a medio centenar de personas camino de terceros países donde se practica la tortura, como parte de las operaciones emprendidas tras los atentados del 11-S, según afirmó ayer en Bruselas el ponente de la comisión especial del Parlamento Europeo que investiga los hechos, el socialista Giovanni Claudio Fava. El eurodiputado convocó a los medios informativos para dar cuenta de los

resultados de una misión parlamentaria efectuada a Estados Unidos para recabar evidencias sobre estas actividades ilegales. Según sus afirmaciones, personas de la CIA (que no identificó en su rueda de prensa) habrían asegurado a la misión de la Cámara europea que «entre 30 y 50 personas» fueron transferidas hacia terceros países donde podrían haber sido torturados, a bordo de vuelos de la agencia estadounidense, tras los atentados cometidos por Al-Qaida en el mes de septiembre de 2001 en Nueva York y Washington. Fava no pudo precisar quiénes de esas personas eran europeas, ni si fueron secuestradas en territorio de la UE. Citando «fuentes bien informadas dentro del servicio americano de información», el eurodiputado dijo haber confirmado que EE UU creó prisiones especiales para supuestos terroristas «en Europa, Asia y África», y que, según organizaciones no gubernamentales, «la cárcel africana se mantendría en actividad actualmente». El presidente de la comisión parlamentaria, Claudio Coehlo (PPE), aseguró por su parte que, en Estados Unidos, la misión parlamentaria tuvo confirmación de que las actividades de la CIA en Europa sólo pudieron llevarse a cabo con conocimiento de los poderes públicos. «El programa de traslado de pasajeros no habría sido posible sin la cooperación de los servicios de información y de los gobiernos de los países europeos», dijo. Por otra parte, Martin Scheinin, un ponente especial de Naciones Unidas sobre derechos humanos en la lucha contraterrorista, aseguró ayer en Bruselas que los investigadores europeos que buscan información sobre las actividades secretas de la CIA tras el 11-S «están estrellándose contra un muro», y que «pasarán décadas antes de que se conozca toda la verdad». Scheinin estima que los europeos «no han conseguido evidencias» de que el transporte ilegal de personas tuvo lugar, o de que la agencia puso en marcha prisiones secretas en el Viejo Continente.

### **LA VOZ DE GALICIA: La Eurocámara calcula entre 30 y 50 detenciones ilegales de la CIA en países de la UE**

18 May 2006

El eurodiputado socialista italiano Giovanni Fava, ponente de la comisión del Parlamento Europeo sobre las actividades de la CIA, aseguró ayer que fuentes de la propia agencia le han confirmado «entre 30 y 50» detenciones y traslados irregulares de sospechosos de terrorismo.

Las fuentes, que Fava calificó de «fidedignas», le han indicado, además, que EE.UU. creó «cárceles secretas» en Europa, Asia y África tras el 11 de septiembre del 2001 para trasladar a estos sospechosos, algunos de los cuales fueron detenidos en países de la UE. Fava contactó con estas fuentes -a las que se refirió como «altos funcionarios de la CIA hasta fechas recientes» y como «fuentes de la inteligencia» de EE.UU.- durante la visita que una delegación de la comisión de la Eurocámara hizo a Washington del 8 al 12 de mayo.

### **DIARIO DE LEON: La Eurocámara concluye que la CIA informó de los vuelos de latortura**

18 May 2006

(c) Copyright Diario de León <http://www.diariodeleon.com>.

Italia, Suecia y Macedonia figuran entre los países en los que se han dado estas irregularidades

La agencia norteamericana transportó por Europa a medio centenar de presos

Entre 30 y 50 detenciones ilegales de sospechosos de terrorismo se han registrado en Europa desde los atentados del 11 de septiembre de 2001, según declaró ayer Giovanni Fava, relator de la comisión de investigación del Parlamento Europeo sobre los supuestos vuelos secretos de la CIA para trasladar a prisioneros acusados de terrorismo.

Citando fuentes solventes de la Agencia Central de Inteligencia (CIA), Fava aseguró durante una rueda de prensa que «se calcula que las detenciones extraordinarias oscilan entre 30 y 50». Se trata de personas que no fueron llevadas directamente a la base estadounidense de Guantánamo, en Cuba.

Las supuestas entregas de prisioneros «no serían posibles sin la complicidad o el conocimiento de los Estados miembros», comentó por su parte Carlos Coelho, miembro de la misma comisión, quien aludió a fuentes que concuerdan con las consultadas por una delegación de eurodiputados durante un reciente viaje a Washington.

Coelho especificó que Italia, Suecia y Macedonia figuran entre los países europeos en los que ha tenido lugar este tipo de detenciones irregulares y añadió que la comisión está estudiando las posibles implicaciones de otros Estados.

Citando de nuevo datos aportados por fuentes de inteligencia norteamericanas, Fava declaró que ha habido «cárceles clandestinas en Europa, África y Asia».

### Presiones

Fava dijo haber confirmado durante su estancia en Estados Unidos la existencia de «presiones» por parte del Gobierno norteamericano sobre los medios de comunicación para que no se declarasen los presuntos países europeos vinculados con los vuelos secretos de la CIA. «Esta actitud es algo que puede indicar a Europa que estas prisiones existen», afirmó.

Las principales discrepancias entre la comisión europarlamentaria y las autoridades estadounidenses estriban en la definición de la tortura y el concepto de estado de guerra. Estados Unidos se parapeta tras su lucha antiterrorista para aplicar parcialmente la Convención de Ginebra y otros convenios internacionales.

John Bellinger, consejero en cuestiones legales de la secretaria de Estado norteamericana Condoleezza Rice, aseguró a la comisión parlamentaria, según Fava, que si se detecta el caso de un terrorista que no puede ser procesado en Estados Unidos hay que hacer algo de todas maneras y la posible solución sería la devolución de esta persona a su país de origen.

Los países europeos acusan a Washington de haber organizado vuelos secretos de la CIA para transportar prisioneros sospechosos de terrorismo a países donde podían ser torturados.

### **EL MUNDO: Fuentes de la CIA admiten la existencia de los vuelos y las cárceles secretas. UE. Comisión de investigación del Parlamento Europeo**

MARIA RAMIREZ. Corresponsal

18 May 2006

(c) Diario EL MUNDO, 2006. <http://www.elmundo.es>.

Fuentes de la CIA admiten la existencia de los vuelos y las cárceles secretas

Oficiales de EEUU han confirmado el envío de entre 30 y 50 personas a terceros países

BRUSELAS.- La Administración Bush ha rechazado la mayoría de las demandas de entrevistas de los eurodiputados que investigan las cárceles y los vuelos secretos de la CIA en Europa, pero

los parlamentarios dicen haber encontrado un garganta profunda entre los espías estadounidenses. Esta fuente les ha «confirmado» que EEUU mandó «entre 30 y 50» personas a países donde podían ser torturados y que ha mantenido centros clandestinos de detención en Europa, Asia y Africa.

Claudio Fava, ponente de la comisión de investigación del Parlamento Europeo, citó ayer a uno o varios «altos funcionarios» de la CIA como interlocutores y aseguró que las llamadas entregas extraordinarias a países como Egipto, Siria o Marruecos fueron justificadas por un representante legal del Departamento de Estado, John Bellinger, quien, sin dar detalles, defendió la práctica como un «instrumento en la guerra contra el terror».

Según el informe preliminar de la Eurocámara, unos 1.000 aviones de la CIA han utilizado los aeropuertos y los cielos europeos desde 2001 para el transporte de sospechosos de terrorismo. Públicamente, Bellinger sólo ha desmentido que se trate de «millares de vuelos».

Según el eurodiputado italiano, «una fuente de primera mano» confirmó «la presencia de siete sitios negros operados por la CIA» y explicó que «los centros secretos en Europa se cerraron por la presión pública ejercida por los medios, pero todavía funciona uno en un país del norte de Africa». Si la fuente «muy fiable» de la comisión tiene razón, estas prisiones podrían haber operado hasta hace pocos meses. The Washington Post publicó la primera información sobre el caso en noviembre, y Condoleezza Rice, secretaria de Estado de EEUU, aprovechó un viaje en diciembre a Bruselas para pasar por Rumanía, uno de los países sospechosos -con Polonia y otros balcánicos- de albergar pequeños Guantánamo.

#### «Confirmación indirecta»

Fava comentó, además, que la existencia de las cárceles de la CIA se deduce de la reacción de la Casa Blanca con los periodistas. Por ejemplo, los reporteros del Post recibieron llamadas de la Administración para que no publicaran los nombres de los Estados «por motivos de seguridad». Esto es, según la denominación del eurodiputado, una «confirmación indirecta».

Las entrevistas de la semana pasada de los parlamentarios en Washington sólo obtuvieron una respuesta oficial más contundente sobre la colaboración de la UE. Aunque los portavoces de la Administración Bush no discutieron los casos ni aceptaron ninguna de las acusaciones sobre sus actividades ilegales en territorio comunitario, subrayaron que cualquier movimiento se ha hecho con la colaboración de los países europeos. «Toda la gente con la que hablamos sugirió o confirmó que el programa de las entregas en Europa no podría haberse llevado a cabo sin el conocimiento y la ayuda de los gobiernos», explicó Carlos Coelho, miembro de la comisión parlamentaria, «varios oficiales del Departamento de Estado nos dijeron, en términos más diplomáticos, que EEUU nunca violó la soberanía de los Estados miembros de la UE. Otros admitieron más directamente la participación de los gobiernos europeos».

La Administración Bush, que ha pedido a las autoridades «responsables» que paren las denuncias (además de la Eurocámara, indagan el tema los parlamentos nacionales y el Consejo de Europa, que defiende los Derechos Humanos), no reconoce la autoridad de esta comisión. Los europarlamentarios tampoco han recibido respuestas satisfactorias de los países de la UE, porque, en cualquier caso, sólo pueden «invitar» a políticos y funcionarios a declarar. Su única esperanza es que sus informes aumenten la presión pública sobre los ejecutivos comunitarios.

Los europeos dicen regirse por el respeto de la legalidad internacional, como la Convención de Ginebra que protege a los detenidos, algo no tan claro para la Administración Bush que, como recordó ayer Fava, justifica cualquier acción porque «está en guerra».

## **LA VANGUARDIA: Una fuente de la CIA admite al Parlamento Europeo la existencia de cárceles secretas**

FERNANDO GARCÍA

18 May 2006

(C) 2006 La Vanguardia

Fuentes internas de los servicios de espionaje norteamericanos revelaron a una delegación de la Eurocámara que, tras el 11-S, la CIA practicó entre 30 y 50 detenciones irregulares de sospechosos de terrorismo y utilizó cárceles clandestinas.

El confidente de la agencia norteamericana habló de 30 a 50 detenciones irregulares Bruselas. – Un garganta profunda de la CIA confirmó a una delegación del Parlamento Europeo desplazada a Washington que la agencia norteamericana de espionaje utilizó “cárceles clandestinas” para encerrar e interrogar a sospechosos de terrorismo. Estos centros secretos se habrían instalado en distintos países de Europa, África y Asia. La fuente o fuentes “fidedignas” de la CIA, según las denominó el jefe de la delegación parlamentaria y ponente de la comisión de la Eurocámara que investiga el asunto, el socialista italiano Claudio Fava, añadió que los servicios de inteligencia de EE.UU. practicaron “entre 30 y 50 detenciones irregulares” de sospechosos a los que la CIA habría trasladado luego a países donde corrían el riesgo de ser torturados, o bien a las prisiones clandestinas.

Las operaciones irregulares de los espías norteamericanos, más bien ilegales bajo la legislación internacional y según el punto de vista de los investigadores europeos, se desarrollaron a partir de los atentados del 11-S. Su objetivo habría sido –según miembros del Departamento de Estado explicaron a la delegación sin asumir ninguna ilegalidad– evitar la impunidad de personas que habrían estado implicadas en actividades terroristas. Si, por ejemplo, se localizaba a un posible comando que hubiera estado adiestrándose en un campo de entrenamiento de Al Qaeda en Pakistán, los espías le “detenían” (secuestraban) para llevarlo, bien a su país de origen (Fava citó Siria, Egipto y Marruecos), bien a una cárcel secreta.

Responsables de la ONG Human Rights Watch completaron la información del confidente de la CIA y señalaron “al menos ocho” los centros de detención clandestinos utilizados por la agencia, uno de ellos en África. La misma ONG entregó a los parlamentarios una lista de 27 desaparecidos desde el 11-S, en circunstancias que llevan a pensar que pudieron ser víctimas de esas detenciones irregulares o “entregas extraordinarias”, como también se las denomina de modo eufemístico. Los delegados de la Eurocámara, que se entrevistaron con altos funcionarios, periodistas e investigadores de los supuestos secuestros entre el 8 y el 12 de mayo, destacaron el hecho de que “el presidente George Bush y el jefe máximo de los servicios de seguridad del país, John Negroponte, se dirigieron a los directores de The Washington Post y de varias televisiones para conminarles a que no citaran los países europeos donde, según sus informaciones, se instalaron las cárceles clandestinas.

El también delegado de la Eurocámara y eurodiputado portugués del PPE Carlos Coelho subrayó que “el único punto en que todos los consultados estuvieron de acuerdo”, pese a sus discrepancias sobre otros aspectos del escándalo, fue en la convicción de que las detenciones ilegales “tuvieron que contar con la complicidad o el conocimiento de los estados donde se

produjeron". Coelho incidía así en uno de los aspectos que más preocupan a la comisión parlamentaria, como es la posible implicación de unos gobiernos europeos que en este asunto, y salvo contadas excepciones, han optado por silbar y mirar hacia otro lado.

El responsable de Asuntos Europeos y el asesor jurídico del Departamento de Estado, Dan Fried y John Bellinger, respectivamente, "no confirmaron ni desmintieron" las detenciones irregulares, pero "las justificaron con sus afirmaciones".

## **GACETA DE LOS NEGOCIOS: La CIA admite a eurodiputados arrestos y vuelos irregulares**

18 May 2006

Gaceta de los Negocios

Copyright 2006. Grupo Negocios de Ediciones y Publicaciones.

Fuentes de la agencia confirman unas 50 "entregas" de terroristas

Estrasburgo. El eurodiputado socialista italiano Giovanni Fava, ponente de la comisión del Parlamento Europeo que investiga las supuestas actividades ilícitas de la CIA en territorio europeo, señaló ayer que fuentes de la propia agencia admitieron "entre 30 y 50" detenciones y traslados irregulares de sospechosos de terrorismo.

Las fuentes, que Fava calificó de "fidedignas", le indicaron además que EEUU creó "cárceles secretas" en Europa, Asia y África tras el 11-S para trasladar a esos sospechosos, algunos de los cuales fueron detenidos en países de la UE.

El funcionario citó como "confirmación indirecta" de la existencia de esas prisiones secretas el hecho de que el presidente George W. Bush convocara al director de The Washington Post, el primer periódico que publicó su existencia, y a varias cadenas de televisión, para pedirles que no mencionaran en sus informaciones el nombre de ningún país europeo "por razones de seguridad". Las organizaciones de derechos han apuntado a Polonia y Rumanía como posibles emplazamientos.

El portavoz aseguró que había contactado con esas fuentes, "altos funcionarios de la CIA hasta fechas recientes" y "fuentes de la Inteligencia" de EEUU, durante la visita que una delegación de la comisión del PE hizo a Washington del 8 al 12 de mayo pasados.

Por su parte, el presidente de la comisión de la Eurocámara, Carlos Coelho, insistió en lo que ya habían planteado en un informe preliminar. "Todos nuestros interlocutores sugirieron o confirmaron que el programa de entregas extraordinarias en Europa sólo pudo realizarse con el conocimiento y el apoyo de los gobiernos nacionales europeos".

"Los oficiales del departamento de Estado han dicho, de forma diplomática, que EEUU nunca ha violado la soberanía de los estados de la UE, y otros admiten la implicación de los gobiernos europeos de una manera más directa", señaló Coelho.

La comisión temporal de la Eurocámara investiga los presuntos vuelos y cárceles secretas establecidas por la CIA en Europa en el marco de la lucha contra el terrorismo, así como la posible complicidad en esas actividades de los gobiernos comunitarios, aunque insisten en que desconocían esas actividades en sus territorios.

## Centro activo en África

Sin embargo, Fava recalcó que una fuente de la CIA le dijo que "no parece posible" que los servicios secretos italianos ignorasen el secuestro en Milán en 2003 del egipcio Abú Omar, por el que la Fiscalía milanesa ha pedido la extradición de 22 agentes estadounidenses.

La delegación de la comisión temporal se reunió también con expertos en derechos humanos y representantes de ONG, que cifraron en ocho el número de centros de detención secretos que EEUU habría instalado en distintas zonas del mundo tras los atentados de Washington y Nueva York, y aseguraron que al menos uno de ellos, en África, está aún operativo, según Fava.

El presidente de la comisión señaló que el viaje a Washington les sirvió también para constatar que existen "claras diferencias de opinión" entre EEUU y la UE sobre cuestiones de seguridad, especialmente en lo referente a la "definición de tortura" y de "situación de guerra".

### **EUROPA PRESS: CIA.- La Eurocámara dice que la CIA ha admitido entre 30 y 50 "entregas extraordinarias" de presuntos terroristas**

17 May 2006

Europa Press - Servicio Nacional

Spanish

ESTRASBURGO, 17 (EUROPA PRESS)

El ponente del informe que está elaborando la Eurocámara sobre las supuestas actividades ilegales de la CIA en territorio europeo, el socialista italiano Giovanni Claudio Fava, dijo hoy que "varias fuentes" de la agencia de inteligencia estadounidense admitieron, ante una misión de parlamentarios que visitó Washington entre el 8 y el 12 de mayo, que se han producido "entre 30 y 50 entregas extraordinarias" de sospechosos de terrorismo a países en los que corrían el riesgo de ser torturados desde los atentados del 11-S.

Fava aseguró que las fuentes de la CIA también les confirmaron la existencia de "cárceles secretas", aunque no facilitaron su número ni su localización, ni tampoco pruebas como "fotografías". Según las organizaciones humanitarias con las que se reunieron los parlamentarios (Human Rights Watch, Amnistía Internacional y Human Rights First), el número de prisiones ascendería al menos a 8 en Europa, Asia y África. Una de ellas todavía continuaría operativa en África. Las mismas organizaciones cifran en alrededor de 30 las "entregas extraordinarias".

El eurodiputado italiano citó además como "confirmación indirecta" de la existencia de cárceles secretas el hecho de que el presidente norteamericano, George W. Bush, convocara al director del Washington Post, el primer periódico que publicó su existencia, y de varias cadenas de televisión para pedirles que no mencionaran en sus informaciones el nombre de ningún país europeo "por razones de seguridad". Las organizaciones de Derechos Humanos han mencionado a Polonia y Rumania como posibles emplazamientos de las prisiones.

El presidente de la comisión temporal que investiga las actividades de la CIA, el popular portugués Carlos Coelho, explicó que "todas" las personas con las que se reunieron en Washington "confirmaron que el programa de entregas extraordinarias llevado a cabo en Europa sólo pudo desarrollarse con el conocimiento y el apoyo de los Gobiernos europeos". "Los funcionarios del Departamento de Estado dijeron, de manera diplomática, que Estados Unidos

nunca viola la soberanía de los Estados miembros de la UE y otros admitieron la implicación de los Gobiernos europeos de forma más directa", señaló.

Después de estas revelaciones, Coelho dijo que incrementará la "presión" sobre los Estados miembros para que aporten al Parlamento Europeo toda la información de la que disponen sobre las actividades de la CIA. "Estas alegaciones deben tomarse en serio, y nosotros examinaremos si ello ocurrió realmente y si se vulneró la legislación europea y nacional".

Entre las conclusiones de su visita a Washington, el presidente de la comisión temporal sobre la CIA destacó que los funcionarios norteamericanos están "muy bien informados" de los trabajos del Parlamento, y que sus "preocupaciones" se toman "muy seriamente". También constataron que existen "claras diferencias de opinión" entre Estados Unidos y la Unión Europea en cuestiones de seguridad, especialmente las que están relacionadas con la "definición de tortura" o con el hecho de que los norteamericanos creen estar en una "situación de guerra".

Coelho explicó que el congresista demócrata Robert Wexler les dijo que la UE y EEUU son "dos grupos que comparten los mismos valores pero viven en diferentes planetas". No obstante, puntualizó que también hay "divisiones" en el interior de la sociedad norteamericana, que se pusieron de relieve durante las reuniones con algunos congresistas y con las ONGs. "La sociedad civil norteamericana está viva y activa", recalcó.

La misión del Parlamento se entrevistó en Washington con el responsable de Asuntos Europeos y el Consejero Legal del Departamento de Estado, Dan Fried y John Bellinger, respectivamente. También hablaron con los congresistas demócratas Robert Wexler y Richard Durban y con los republicanos Arlen Specter y Ed Markey, así como con el ex director de la CIA James Woosley. Además, se reunieron con expertos legales y representantes de organizaciones humanitarias.

## **EFE: La comisión de la Eurocámara dice que fuentes de la CIA admiten vuelos secretos y detenciones ilegales**

EFE

486 words

17 May 2006

Elmundo.es

Spanish

El eurodiputado socialista italiano Giovanni Fava, ponente de la comisión del Parlamento Europeo (PE) sobre las actividades de la CIA, asegura que fuentes de la propia agencia le han confirmado "entre 30 y 50" detenciones y traslados irregulares de sospechosos de terrorismo.

### **CONFIRMAN 'ENTRE 30 Y 50' TRASLADOS**

Las fuentes, que Fava calificó de "fidedignas", le han indicado, además, que EEUU creó "cárceles secretas" en Europa, Asia y África tras el 11 de septiembre de 2001 para trasladar a estos sospechosos, algunos de los cuales fueron detenidos en países de la UE.

Fava contactó con estas fuentes -a los que se refirió como "altos funcionarios de la CIA hasta fechas recientes" y como "fuentes de la inteligencia" de EEUU- durante la visita que una delegación de la comisión del PE hizo a Washington del 8 al 12 de mayo.



Los eurodiputados se entrevistaron con el secretario de Estado adjunto para Europa, Dan Fried, el asesor legal del Departamento de Estado, Jonh Bellinger, el ex director de la CIA James Woolsey y las mencionadas fuentes, que pidieron no ser identificadas.

"Todos nuestros interlocutores sugirieron o confirmaron que el programa de 'entregas extraordinarias' en Europa sólo pudo realizarse con el conocimiento y el apoyo de los gobiernos nacionales europeos", apuntó el presidente de la comisión del PE, el conservador portugués Carlos Coelho.

"Los oficiales del Departamento de Estado han dicho, de forma diplomática, que EEUU nunca ha violado la soberanía de los Estados miembros (de la UE); otros admiten la implicación de los gobiernos europeos de una manera más directa", explicó Coelho.

Fava relató que una "fuente de la CIA" le dijo que "no parece posible" que los servicios secretos italianos ignorasen el secuestro en Milán en 2003 del egipcio Abú Omar, por el que la Fiscalía milanesa ha pedido la extradición de 22 agentes estadounidenses.

La delegación de la comisión temporal se reunió asimismo con abogados, expertos en el área de los Derechos Humanos y representantes de las organizaciones no gubernamentales (ONG) Human Rights First, Human Righth Watch y Amnistía Internacional. Centros secretos de detención Las ONG cifraron en ocho el número de centros de detención secretos que EEUU habría instalado en distintas zonas del mundo tras los atentados de Washington y Nueva York, y aseguraron que al menos uno de ellos, en África, está aún operativo, según Fava.

La comisión temporal de la Eurocámara investiga los presuntos vuelos y cárceles secretas establecidas por la CIA en Europa en el marco de la lucha contra el terrorismo, así como la posible complicidad en ella de los gobiernos de la UE.

Tras la visita a Washington, Coelho consideró que esta última sospecha "debería tomarse en serio y debería examinarse si ha ocurrido realmente, así como si ha habido más prisioneros o si se ha violado la legislación interna europea".

13:44

### **EFE: VUELOS CIA-UE (Ampliación)- Comisión PE dice "fuentes CIA" admiten detenciones irregulares**

Estrasburgo (Francia), 17 may (EFE).- El eurodiputado socialista italiano Giovanni Fava, ponente de la comisión del Parlamento Europeo (PE) sobre las actividades de la CIA, aseguró hoy que fuentes de la propia agencia le han confirmado "entre 30 y 50" detenciones y traslados irregulares de sospechosos de terrorismo.

Las fuentes, que Fava calificó de "fidedignas", le han indicado, además, que EEUU creó "cárceles secretas" en Europa, Asia y Africa tras el 11 de septiembre de 2001 para trasladar a estos sospechosos, algunos de los cuales fueron detenidos en países de la UE.

Fava contactó con estas fuentes -a los que se refirió como "altos funcionarios de la CIA hasta fechas recientes" y como "fuentes de la inteligencia" de EEUU- durante la visita que una delegación de la comisión del PE hizo a Washington del 8 al 12 de mayo.

Los eurodiputados se entrevistaron con el secretario de Estado adjunto para Europa, Dan Fried, el asesor legal del Departamento de

Estado, Jonh Bellinger, el ex director de la CIA James Woolsey y las mencionadas fuentes, que pidieron no ser identificadas.

"Todos nuestros interlocutores sugirieron o confirmaron que el programa de 'entregas extraordinarias' en Europa sólo pudo realizarse con el conocimiento y el apoyo de los gobiernos nacionales europeos", apuntó el presidente de la comisión del PE, el conservador portugués Carlos Coelho.

"Los oficiales del Departamento de Estado han dicho, de forma diplomática, que EEUU nunca ha violado la soberanía de los Estados miembros (de la UE); otros admiten la implicación de los gobiernos europeos de una manera más directa", explicó Coelho.

Fava relató que una "fuente de la CIA" le dijo que "no parece posible" que los servicios secretos italianos ignorasen el secuestro en Milán en 2003 del egipcio Abú Omar, por el que la Fiscalía milanesa ha pedido la extradición de 22 agentes estadounidenses.

La delegación de la comisión temporal se reunió asimismo con abogados, expertos en el área de los Derechos Humanos y representantes de las organizaciones no gubernamentales (ONG) Human Rights First, Human Righth Watch y Amnistía Internacional.

Las ONG cifraron en ocho el número de centros de detención secretos que EEUU habría instalado en distintas zonas del mundo tras los atentados de Washington y Nueva York, y aseguraron que al menos uno de ellos, en Africa, está aún operativo, según Fava.

La comisión temporal de la Eurocámara investiga los presuntos vuelos y cárceles secretas establecidas por la CIA en Europa en el marco de la lucha contra el terrorismo, así como la posible complicidad en ella de los Gobiernos de la UE.

Tras la visita a Washington, Coelho consideró que esta última sospecha "debería tomarse en serio y debería examinarse si ha ocurrido realmente, así como si ha habido más prisioneros o si se ha violado la legislación interna europea". EFE

### **EFE: Relator ONU dice se tardarán años o décadas en saber qué ocurrió**

Bruselas, 16 may (EFE).- El relator especial de la ONU sobre la protección de los derechos humanos en la lucha contra el terrorismo, Martin Scheinin, afirmó hoy en Bruselas que se tardarán "años e incluso décadas" en saber lo que realmente ocurrió sobre las supuestas actividades ilegales de la CIA en Europa.

En declaraciones a la prensa tras participar en una reunión sobre terrorismo del Consejo de la UE, Scheinin afirmó que hay suficientes pruebas "para decir que ese fenómeno ha existido".

Pero "hay un enorme grado de ambigüedad y secretismo" en torno a esta cuestión, por lo que consideró que "se tardarán años e incluso décadas antes de que podamos hacer una evaluación de su magnitud".

No obstante, resaltó que existe un acuerdo entre la UE y Estados Unidos que incluye disposiciones sobre la posibilidad de que se traslade a presos de un país de la Unión a un tercero antes de ser reenviado a territorio estadounidense.

Lo que parece haberse producido en este caso es "una potencial falta de salvaguardas en el traslado" de esos detenidos.

Respecto a la postura de Estados Unidos, que defiende su actuación al insistir que no ha torturado a los detenidos, el relator de la ONU destacó que en la visita del pasado mes de

diciembre a Europa, la secretaria de Estado, Condolezza Rice, "al menos admitió que hay algunas obligaciones de derechos humanos".

Scheinin afirmó que hay "una larga lista" de países en los que está trabajando para recoger información por posibles violaciones de derechos humanos en la lucha contra el terrorismo, entre los que citó a Estados Unidos, Malasia, Uzbekistán, Jordania, Indonesia, Túnez o Yemen.

"Aún no he prestado a Estados Unidos la atención que requiere", afirmó el representante de la ONU, que fue nombrado para el cargo que ocupa en agosto de 2005.

En cuanto a la prisión de la base militar estadounidense de Guantánamo, recordó que el diálogo desde la ONU para lograr visitar la cárcel empezó hace tiempo y expresó su esperanza en que "esté en proceso de cerrarse".

Al respecto, destacó la influencia que están teniendo las críticas tanto de la opinión pública como de los países de Europa a la situación de Guantánamo, que, no obstante, "es sólo la punta del iceberg".

Preguntado por los problemas a nivel internacional para lograr un consenso en la definición de terrorismo, indicó que es un asunto "muy complejo

### **EFE: VUELOS CIA-UE - EEUU desmiente cifras de eurodiputados sobre vuelos de la CIA**

Washington, 11 may (EFE).- **EEUU** desmintió hoy que la **CIA** haya realizado un millar de vuelos secretos en Europa para trasladar a sospechosos de terrorismo, tal y como alegan los eurodiputados que investigan las presuntas actividades ilegales de esa agencia.

Según el asesor legal del Departamento de Estado, John Bellinger, puede que haya habido dos, tres o cuatro vuelos pero, en ningún caso, "1.000, 100 o ni siquiera 10".

Bellinger hizo estas declaraciones tras reunirse con 13 parlamentarios europeos que realizan una visita a Washington para intentar aclarar la potencial implicación de algunos gobiernos del viejo continente en los citados vuelos y también en relación a la presunta existencia de cárceles secretas de la **CIA** en Europa.

En una conferencia de prensa telefónica posterior al encuentro, el asesor legal del Departamento de Estado insistió en que hay que "dejar claro que no es verdad la sugerencia de que hubo un gran número de vuelos con detenidos".

Bellinger y el secretario de Estado adjunto para Asuntos Europeos, Daniel Fried, quien también participó en la reunión con los eurodiputados, aprovecharon la ocasión para poner de manifiesto que **EEUU** no apoya la entrega de sospechosos a países donde puedan ser maltratados o torturados.

Sobre la posible existencia de cárceles o centros de detención de la **CIA** en algunos países del Este de Europa, los responsables estadounidenses subrayaron hoy que son cuestiones sobre las que no pueden hacer comentarios.

"Lamentablemente, hemos llegado a la conclusión de que no podemos comentar acusaciones concretas", precisó Bellinger, quien además aseguró que **EEUU** no presiona a ningún país o individuo para evitar que colabore con la comisión temporal creada por el Parlamento Europeo (**PE**) para investigar este asunto.

Sin embargo, uno de los miembros de la comisión y vicepresidente de la misma, el alemán Cem Ozdemir, aseguró que algunos funcionarios o responsables políticos en Europa admiten, de forma confidencial y anónima, que "tienen una gran presión de la administración estadounidense".

Las investigaciones realizadas hasta ahora han revelado que "es muy probable" que existieran o existen prisiones o centros de detención de la **CIA** en Polonia y Rumanía, dijo Ozdemir ayer, miércoles, en un acto en el centro de estudios New America Foundation, en la capital estadounidense.

"Es difícil decir dónde exactamente" porque la gente que puede saberlo no quiere hablar, prosiguió, pero hay testigos también del aterrizaje en Polonia de un vuelo de la **CIA**, procedente

de Tailândia, con al menos un prisionero sospechoso de terrorismo. Algunos de los miembros de la comisión del PE se han quejado de la falta de cooperación de sus interlocutores en EEUU y de la anulación incluso de algunos de los contactos previstos en su agenda. EFE

## PORTUGAL/BRASIL

### **JORNAL DE NOTICIAS: Europeus colaboraram com a CIA**

Alexandra Lobão correspondente em Bruxelas

18 May 2006

Jornal de Notícias

A comissão temporária de inquérito do Parlamento Europeu para os alegados voos secretos da CIA no território da União Europeia (UE) vai "aumentar a pressão sobre os Estados-Membros" para que cedam toda a informação de que dispõem sobre as actividades desenvolvidas nos respectivos territórios pelos serviços secretos norte-americanos no pós-11 de Setembro de 2001, garantiu ontem o presidente da comissão, o eurodeputado português Carlos Coelho, ao apresentar os resultados da missão que chefiou nos EUA, entre os dias 8 e 12, em que reforçou a convicção de que a CIA beneficiou de cumplicidades europeias.

Segundo Carlos Coelho, "todas" as pessoas com que se reuniram os eurodeputados em Washington "confirmaram" que o programa de detenção de dezenas de presumíveis terroristas levado a cabo na Europa (transportados para países extra-europeus onde a tortura é prática corrente) "só puderam acontecer com conhecimento e apoio dos governos europeus". Carlos Coelho precisou que "os funcionários do Departamento de Estado disseram, de maneira diplomática, que os EUA nunca violam a soberania dos Estados-Membros da UE", enquanto que outros "admitiram a implicação dos governos europeus de forma mais directa", acrescentou. Segundo dados recolhidos pela comissão a que preside, terão decorrido entre 30 a 50 detenções ilegais de suspeitos pela CIA na Europa após o 11 de Setembro de 2001.

Todavia, Carlos Coelho garantiu "não há nenhuma alegação fundamentada de que tenham existido prisões ou detenções extraordinárias em Portugal". Quanto aos voos da CIA com detidos e que passaram por Portugal, designadamente por aeroportos açorianos, disse saber que, no caso de Santa Maria, "não estava a cometer qualquer crime", fazendo o caminho de regresso aos EUA após ter deixado um prisioneiro na Síria.

### **FOLHA DE SÃO PAULO: Governos sabiam de voos da CIA, diz comissão da UE**

18 May 2006

Folha de São Paulo

Portuguese

Copyright Empresa Folha da Manhã S/A. Todos os direitos reservados. É proibida a reprodução do conteúdo desta página em qualquer meio de comunicação, eletrónico ou impresso, sem autorização escrita da Agência Folha. (c) Copyright 2006 Empresa Folha da Manhã. www.folha.com.br.

DA REUTERS, EM ESTRASBURGO

Os vôos da CIA nos quais foram feitas transferências secretas de suspeitos de terrorismo pela Europa só podem ter ocorrido com o conhecimento dos países europeus envolvidos, segundo investigadores da comissão do Parlamento Europeu que investiga o caso.

"Todas as pessoas com quem nos reunimos nos EUA sugeriram ou confirmaram que o programa de transferências na Europa não poderia ter sido empreendido sem o conhecimento e apoio dos governos", declarou Carlos Coelho, membro da comissão.

"Autoridades do Departamento de Estado nos disseram, em termos mais diplomáticos, que os EUA nunca violaram a soberania dos países membros da UE. Outras admitiram mais diretamente o envolvimento dos governos europeus", disse.

Segundo a comissão, entre 30 e 50 pessoas foram deslocadas pelos EUA desde o 11 de Setembro e o lançamento da guerra contra o terror.

Tradução de Clara Allain

### **AFP PORTUGAL: Comissão sobre vôos da CIA anuncia 30 a 50 detenções ilegais na Europa**

ERL

17 May 2006

14:44

Agence France Presse

ESTRASBURGO, França, 17 mai (AFP) -

Entre 30 e 50 detenções ilegais de suspeitos de terrorismo foram registradas na Europa desde os atentados de 11 de setembro de 2001, afirmou Giovanni Fava, relator da comissão de inquérito do Parlamento Europeu sobre os supostos vôos secretos da CIA para transferir prisioneiros acusados de terrorismo.

Citando fontes da Agência Central de Inteligência (CIA), Fava garantiu durante uma entrevista coletiva que "se calcula que as 'rendições' extraordinárias oscilam entre 30 e 50". Segundo ele se tratam de pessoas que não foram levadas diretamente à base americana de Guantánamo em Cuba.

"As supostas entregas de prisioneiros não seriam possíveis sem a cumplicidade ou o conhecimento dos Estados membros", comentou Carlos Coelho, membro da mesma comissão, que citou fontes concordantes com as quais uma delegação de eurodeputados se reuniu durante uma viagem recente a Washington.

Coelho especificou que Itália, Suécia e Macedônia figuram entre os países europeus que registraram este tipo de detenções irregulares. Segundo o parlamentar, a comissão investiga o possível envolvimento de outros Estados.

Citando elementos concretos fornecidos por fontes de inteligência americanas, Fava declarou que tem existido "cárceres clandestinos na Europa, África e Ásia".

Fava disse ter confirmado durante a viagem aos Estados Unidos a existência de "pressões" por parte do governo americano sobre os meios de comunicação para que não citassem os supostos países europeus vinculados aos vôos secretos da CIA.

As principais divergências entre a comissão europarlamentar e as autoridades americanas são a definição da tortura e o conceito de estado de guerra.

Os Estados Unidos defendem, como parte do combate ao terrorismo, a aplicação parcial da Convenção de Genebra e de outros acordos internacionais.

### **LUSA: UE/CIA: Entre 30 e 50 detenções ilegais de alegados terroristas na Europa - PE**

17 May 2006

Agência Lusa - Serviço Internacional

Estrasburgo, França, 17 Mai (Lusa) - Entre 30 e 50 detenções ilegais de suspeitos de terrorismo pela CIA decorreram na Europa após os atentados terroristas de 11 de Setembro de 2001, segundo dados recolhidos pela comissão do Parlamento Europeu (PE) presidida pelo português Carlos Coelho.

As chamadas "detenções extraordinárias" levadas a cabo pelos serviços secretos norte-americanos (CIA), algumas de cidadãos europeus, decorreram em vários países da Europa e os detidos "não foram levados directamente para a base norte-americana de Guantanamo, em Cuba", afirmou o eurodeputado italiano Giovanni Fava.

Em relação a Portugal, Carlos Coelho disse que "não há nenhuma alegação fundamentada de que Portugal seja réu em nenhum dos casos, ou seja, que tenham existido prisões ou indícios de prisões ou detenções extraordinárias em Portugal".

Quanto aos voos realizados pelos serviços secretos norte-americanos com detidos e que passaram por Portugal, nomeadamente por aeroportos açorianos, o eurodeputado português diz ter conhecimento de que, no caso de Santa Maria, se tratava de uma situação "que não estava a cometer qualquer crime", fazendo o caminho de regresso aos EUA depois de ter deixado um prisioneiro na Síria.

Entre os países europeus onde decorreram detenções está Itália, que um ex-membro da CIA afirma terem sido feitas com o conhecimento dos serviços secretos italianos, Suécia e Macedónia, estando ainda a ser averiguados outros, de acordo com Carlos Coelho.

Estes dados, provenientes de "fontes fidedignas", segundo os eurodeputados, foram recolhidos por uma delegação de 13 membros do PE chefiada pelo social-democrata, que se deslocou entre 08 e 12 de Maio a Washington para se documentar para o inquérito sobre os voos da CIA que alegadamente transferiram via Europa suspeitos de terrorismo para diversas prisões secretas em todo o mundo, sobre a alegada existência de prisões secretas na Europa e sobre as chamadas "detenções extraordinárias".

Segundo as informações fornecidas por várias fontes, incluindo ex-agentes da CIA, organizações não governamentais (ONG) e jornalistas, e reproduzidas pelo relator do PE sobre o caso, Giovanni Fava, existiram oito prisões clandestinas, uma das quais continua aberta no

continente africano, mas não foram referidos países em concreto, embora se refira Roménia e Polónia no caso da Europa, "ainda não confirmados", segundo Carlos Coelho.

"Estas prisões foram criadas de urgência na fase após o 11 de Setembro", afirmou Fava.

"Se existiram, quantos prisioneiros existiram e qual o grau de conhecimento dos governos europeus sobre o caso é que nós teremos agora de investigar", acrescentou o italiano.

Os eurodeputados foram ainda informados que, dos cerca de 800 voos realizados pela CIA e que passaram na Europa "poucos teriam detidos", mas a questão será ainda alvo de mais investigação.

Os resultados foram apresentados em conferência de imprensa em Estrasburgo, tendo os parlamentares detectado as diferenças de opinião existentes entre UE e EUA sobre vários aspectos, nomeadamente a definição de tortura e de "estado de guerra".

Em comum, os parlamentares ouviram de várias fontes de que a existência de "detenções extraordinárias" só "poderiam ter ocorrido com o conhecimento e apoio dos governos dos Estados-membros", uma situação que a comissão parlamentar vai agora investigar, tal como Carlos Coelho tinha dito segunda-feira à agência Lusa.

A comissão do Parlamento Europeu sobre alegadas actividades ilegais da CIA na Europa vai elaborar um relatório final no termo do ano, tendo apresentado, em Abril, um documento preliminar que indica que mais de 1.000 voos da CIA terão passado pela Europa sem que os países europeus tivessem pedido informações sobre essas ligações, falando mesmo de uma "inércia culpada" dos governos europeus.

Uma das questões a que esta comissão de inquérito do Parlamento Europeu tentará dar resposta é precisamente se houve envolvimento ou cumplicidade dos Estados-membros da União Europeia (ou países candidatos à adesão) nas alegadas "detenções extraordinárias" de prisioneiros.

## ITALY

13:42

### **TERRORISMO: VOLI CIA FAVA, FONTI USA PARLANO 30-50 CONSEGNE FONTE USA, IMPOSSIBILE SEQUESTRO OMAR SENZA CHE SISMI SAPESSSE**

(ANSA) - STRASBURGO, 17 MAG - Dall'11 settembre 2001 si sarebbero verificate dalle 30 alle 50 'extraordinary renditions' di presunti terroristi. E' quanto hanno riferito "funzionari di alto rango della Cia fino a poco tempo fa" alla commissione ad hoc del Parlamento europeo nella sua missione a Washington, secondo quanto affermato dal relatore Claudio Fava (Ds), durante un incontro con la stampa oggi.

Queste consegne straordinarie non includerebbero i trasferimenti da Kabul a Guantanamo, ha riferito Fava, il quale ha spiegato anche che in base alle indicazioni raccolte da Human Rights Watch sono 27 le persone delle quali non si hanno piu' notizie.

Fava ha spiegato che nel viaggio negli Stati Uniti la

commissione ha avuto conferma dell'esistenza in Africa, Asia ed Europa di 'black sites', prigioni clandestine. "Non ci sono state date foto di prigionieri clandestini con i prigionieri. Vi stiamo riferendo di cose dichiarate di prima mano da fonti dell'intelligence Usa, che ci dicono che ci sono stati 'black sites' in Asia, Africa ed Europa".

Secondo alcune Ong, ha spiegato Fava, le prigioni sarebbero state otto, e una ne esisterebbe ancora in Africa mentre quelle in Europa sarebbero state chiuse.

Per quanto riguarda la possibilità che questi siti siano esistiti in Polonia e Romania, così come emerso dalle indiscrezioni dello scorso autunno, il relatore della commissione parlamentare ha spiegato che alcuni testate Usa, in particolare 'Washington Post' e la tv Abc hanno ricevuto "pressioni energiche" da parte del presidente Bush e da John Negroponte, direttore del National Intelligence affinché nei loro servizi non indicassero i nomi dei paesi europei, per motivi di sicurezza.

"Uno scrupolo così puntuale ritengo sia una conferma indiretta che forse in Europa in passato qualche centro di detenzione è esistito", ha commentato l'europarlamentare.

Infine, ha detto Fava, un ex funzionario della Cia ha "ha confermato l'impossibilità che Abu Omar sia stato sequestrato senza che il Sismi fosse stato informato". Una vicenda, sulla quale il relatore proporrà di ascoltare in commissione il prossimo presidente del comitato parlamentare per il controllo dei servizi segreti e il futuro ministro di Giustizia italiano.

"Tutti i nostri interlocutori - ha sottolineato il presidente della commissione, il popolare portoghese Carlos Coelho, tracciando un bilancio del viaggio - hanno indicato o confermato che il programma di 'extraordinary renditions' portato avanti in Europa poteva essere effettuato solo con la conoscenza e il sostegno dei governi europei". "I funzionari del Dipartimento di Stato hanno detto, in modo diplomatico, che gli Usa non hanno mai violato la sovranità di stati membri dell'Ue. Altri hanno ammesso il coinvolgimento di governi europei in modo più esplicito. Queste accuse vanno prese seriamente e dovremo verificare se sia veramente accaduto, se altri prigionieri siano stati coinvolti e se la legge europea o nazionale sia stata violata", ha concluso Coelho.

15:12

#### **ANSA: TERRORISMO: ABU OMAR; CATANIA, ORA ESTRADARE AGENTI CIA NUOVO GOVERNO FACCIA UN ATTO DI DISCONTINUITA'**

(ANSA) - BRUXELLES, 17 MAG - Il nuovo governo "faccia immediatamente un atto di discontinuità" e chiedi l'estradizione dei ventidue agenti della Cia che hanno rapito l'imam egiziano Abu Omar nel pieno centro di Milano". E' quanto chiede Giusto Catania, eurodeputato del Prc e componente della commissione temporanea che indaga sui voli Cia in Europa.

"L'ex ministro Castelli - ha affermato - ha ostacolato



l'indagine della procura di Milano ed ha impedito l'accertamento della verita' sulle azioni dell'intelligence americana in Europa".

Secondo l'eurodeputato e' "necessario che venga tutelata la sovranita' nazionale dei paesi europei e che il nuovo governo italiano prenda esplicitamente le distanze dalle scorribande illegali dei servizi americani che, in nome della lotta al terrorismo, stanno violando diritti umani e calpestando lo stato di diritto". (ANSA)

## ASIA

### **XINHUA NEWS AGENCY: CIA admits illegal renditions, says EU investigator**

17 May 2006

Xinhua News Agency

BRUSSELS, May 17 (Xinhua) -- A European Union (EU) investigator said Wednesday that sources in the United States Central Intelligence Agency (CIA) had admitted that 30 to 50 "renditions" had taken place in Europe, Belgian media reported.

A source also told European Parliament members charged with probing alleged CIA prisons in Europe that the CIA indeed operated secret sites in Europe, Asia and Africa, EU parliamentary rapporteur Giovanni Claudio Fava told reporters in Strasbourg, France.

"More than one source in the CIA -- indeed authoritative sources-- told us that between 30 and 50 people have been transported by extraordinary rendition, not including people arrested and taken to Guantanamo Bay," Fava said of what the parliament committee had heard during its trip to Washington last week.

Guantanamo Bay is the US naval base prison in Cuba.

"I think these sources in the CIA are very significant. Indeed, the president of the U.S. himself called in the editor of the Washington Post and told him not to mention the names of EU countries where this sort of thing was done," Fava said.

He said a "firsthand source" confirmed "the existence of seven black sites operated by the CIA" in Asia, Europe and Africa. Except for an African site, all these sites have been closed under public pressure.

Carlos Coelho, chair of the European Parliament temporary committee set up to investigate the matter, said U.S. officials provided them with patchy and inconsistent information.

"The only point in common from the officials we spoke to was that it was not possible to organize extraordinary rendition such as this without the active complicity of European governments," he said.

Last month the committee concluded in an interim report that more than 1,000 CIA flights had transited the EU and some European states had cooperated with U.S. intelligence in their operations.

### **AFX ASIA: CIA carried out up to 50 'renditions'- EU investigator**

41 / 43

17 May 2006  
AFX Asia  
English

STRASBOURG (XFN-ASIA) - The US Central Intelligence Agency has sent up to 50 suspects since 2001 to countries where they could face torture, a European Union investigator probing the CIA's actions in Europe said today.

Claudio Fava, an Italian member of the European Parliament, said members of his team were given the information by US intelligence officials during a visit to the United States last week.

The sources had also said the agency ran secret prisons in Europe, Asia and Africa.

The United States has come under intense fire over the last year following press reports that the CIA has flown suspects in the US "war on terror" across European airspace since the September 11, 2001, attacks.

The prisoners were reported mainly to have been taken through Europe to third countries in a process known as "rendition," in which the transfers take place outside the legal framework of an extradition agreement.

"More than one source in the CIA, senior officials, explained to us that there were 30 to 50 renditions, not including people arrested and taken to Guantanamo Bay," the US naval base prison in Cuba, Fava said.

He could not say whether the suspects had been picked up in Europe, were flown through the continent's airspace or transported through its territory, or if any were of European origin.

He said the intelligence officials told investigators that the renditions were acceptable in that they were part of the "war on terror". Indeed senior US officials have acknowledged that a few renditions have taken place.

The Italian deputy said the officials were asked about the secret prisons in Europe -- in particular facilities, now thought closed, in Poland and Romania -- and that "they told us there were prisons in Europe, Asia and Africa."

Fava also accused the White House of putting pressure on the US media -- an editor of the Washington Post and television stations -- not to make public the names of countries suspected of allowing secret CIA prisons on their territory.

The head of the inquiry, Portuguese lawmaker Carlos Coelho, said information gathered in the United States showed that the "transfer programme would not have been possible without the help of European governments."

newsdesk@afxnews.com afp/jsa

COPYRIGHT

Copyright AFX News Limited 2005. All rights reserved. The copying, republication or redistribution of AFX News Content, including by framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of AFX News.

AFX News and AFX Financial News Logo are registered trademarks of AFX News Limited